

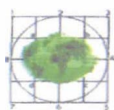


Royaume
du Maroc

Assistance Technique à la Cellule de mise en œuvre du Programme de Développement Intégré des zones forestières et périforestières d'Ifrane

RAPPORT DE MISSION du 25 mars au 2 avril 2004

Alain BERTRAND



FORET
RESSOURCES
MANAGEMENT



Avril 2004



الاستراتيجية الوطنية للمياه والغابات والصيد البحري
National Strategy for Water, Forests and Fisheries and the Fight Against Desertification

PROJET D'AMENAGEMENT ET DE PROTECTION DES MASSIFS FORESTIERS DE LA PROVINCE D'IFRANE

4ème APPUI METHODOLOGIQUE A L'INTERVENTION DU PROJET PAR L'APPROCHE PARTICIPATIVE, LA PLANIFICATION CONCERTEE ET LA DEMARCHE CONTRACTUELLE

Rapport

Rapport de la mission réalisée du 25 mars au 2 avril 2004

par Alain BERTRAND,

consultant socio-économiste en approche participative

Groupement Cirad-forêt / FRM / Maroc Développement

PREAMBULE

1. Le consultant a réalisé du 25 mars au 2 avril 2004 une quatrième mission d'assistance technique à la cellule du projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane. Cette mission concernait l'appui méthodologique et la formation concernant l'approche participative et la démarche contractuelle à mettre en œuvre par la cellule du projet et le suivi des actions de terrain réalisées par la cellule du projet en concertation avec les populations rurales. Le consultant tient à souligner que sa mission s'est déroulée dans un climat de coopération et tient à remercier toute l'équipe du projet pour sa sympathique collaboration.
2. Les termes de référence définissaient les principaux objectifs suivants pour l'intervention du consultant sous la forme d'un appui pour :
 - Une synthèse des premiers, deuxièmes et troisièmes passages dans les CR, les fractions et les communes et la préparation d'une réunion de restitution publique de ces activités ;
 - Une évaluation des résultats acquis et des modes opératoires ;
 - La préparation de la suite du processus et l'engagement de la démarche contractuelle, l'élaboration du guide des négociations, l'orientation du contenu des messages en direction des populations.
3. Ces termes de référence demandaient également au consultant de faire des propositions pour :
 - Améliorer la communication avec les populations.
 - Améliorer la communication, les échanges d'information et la coordination avec les tutelles.
 - Préciser les messages à diffuser en directions des diverses catégories d'acteurs.Le consultant devant définir et engager la préparation d'un plan de communication du projet en direction des diverses catégories de ses « partenaires » et proposer la définition des actions à réaliser à cet effet et les priorités.

SYNTHESE DES PASSAGES SUCCESSIFS DE L'APPROCHE PARTICIPATIVE DANS LES COMMUNES RURALES ET FRACTIONS

4. Le consultant a examiné et discuté avec l'équipe de la cellule du projet les différents rapports d'exécution de la démarche participative élaborés à la suite des premiers, deuxièmes et troisièmes passages dans les CR, les fractions et les communes relatifs aux différents pôles :
 - Aïn Leuh
 - Azrou
 - Bekrit
 - Timahdite
 - Ifrane
5. Le consultant a pu avoir des entretiens approfondis avec l'ensemble et avec chacune des équipes chargées de mettre en œuvre sur le terrain la démarche participative proposée. Ces entretiens ont permis des échanges très riches et on non seulement abordé le déroulement des actions de l'approche participative sur le terrain, mais ont aussi permis de discuter des perspectives de la concertation et de l'élaboration des contrats et la définition des actions les plus pertinentes pour impliquer les populations locales à la fois dans le développement et dans la gestion durable des ressources forestières.
6. Le consultant a contribué à l'élaboration du rapport de synthèse provisoire du diagnostic participatif qui a été présenté au Gouverneur de la province d'Ifrane par le Directeur provincial des Eaux et Forêt et par le responsable de la cellule du projet. Les principaux éléments de ce rapport de synthèse¹ ont été extraits du présent rapport
7. Les activités réalisées au 25/03/2004 récapitulées par la cellule du projet sont les suivantes :

¹ Ce rapport comporte 2 tomes : un tome 1 constitue le rapport de synthèse et un tome 2 regroupe l'ensemble des rapports des travaux de terrain établis par les équipes des 5 pôles du projet.

DIAGNOSTIC PARTICIPATIF:
Récapitulatif des réunions réalisées /Activité et

DATE	ACTIVITE	CELLULE	IFRANE	AZROU	AIN LEUH	BEKRIT	TIMAHDIT	Total
REALISATIONS		19	24	19	12	26	16	116
1-Journée de lancement DP		1						1
	13/10/2003	1						1
2-Information & sensibilisation		8	8	5	4	8	5	38
	14/10/2003	2						2
	15/10/2003	2						2
	16/10/2003	2						2
	17/10/2003	2						2
	20/10/2003		1	1				2
	21/10/2003		1		1	1	1	4
	22/10/2003		2			2	1	5
	23/10/2003		1			1		2
	24/10/2003		1	1	1	1	1	5
	25/10/2003			1				1
	27/10/2003					2	1	3
	28/10/2003				1			1
	29/10/2003		1					1
	31/10/2003			1				1
	17/11/2003				1	1		2
	20/11/2003		1					1
	21/11/2003			1				1
	16/01/2004						1	1
3-Préparation			8	7	4	9	5	33
	03/11/2003				1			1
	04/11/2003		1			1	1	3
	05/11/2003		1	1		2	1	5
	07/11/2003		1	1	1	1	1	5
	10/11/2003				1	1	1	3
	11/11/2003		1					1
	12/11/2003			1				1
	14/11/2003					2		2
	17/11/2003		1					1
	19/11/2003		1	1				2
	20/11/2003			1				1
	21/11/2003		1	1	1			3
	28/11/2003					1		1
	01/12/2003					1		1
	29/12/2003		1					1
	16/01/2004			1			1	2
4-Concertation			8	7	4	9	6	34
	15/12/2003			1	1	1		3
	16/12/2003				1			1
	17/12/2003		1	1			1	3
	18/12/2003		1	1	1	1		4
	19/12/2003		1			2	1	4
	22/12/2003		1	1	1	2	1	6
	23/12/2003					1		1
	24/12/2003		1	1			1	3
	25/12/2003			1			1	2
	26/12/2003		1			1		2
	29/12/2003		1					1
	30/12/2003		1					1
	08/01/2004					1		1
	16/01/2004			1			1	2
5-Validation Programme 04		10						10
	18/02/2004	1						1
	20/02/2004	1						1
	25/02/2004	2						2
	26/02/2004	1						1
	27/02/2004	2						2
	01/03/2004	1						1

8. En l'absence de rapport de synthèse de l'intervention du projet récapitulatif et présentant l'intervention du projet à travers le diagnostic participatif, il est difficile de faire en peu de temps, dans le cadre de la présente mission, un bilan complet du diagnostic participatif.

L'évolution de l'attitude des populations au cours de la mise en œuvre des trois phases du diagnostic participatif

9. La lecture des rapports des différents pôles du projet relatifs à la mise en œuvre des trois étapes successives de l'approche participative permet de prendre conscience, par delà les importantes différences de présentation de ces rapports, de l'évolution sensible des populations au fil des réunions du diagnostic participatif :
 - Les rapports des premières réunions de sensibilisation et d'information insistent généralement sur l'existence d'un climat lourd lors de la première réunion ponctué de rappels des griefs des populations rurales à l'encontre de l'administration forestière et de ses actions antérieures.
 - Ce passif explique la défiance fondamentale des populations à l'encontre du projet et la nécessité pour l'équipe de la cellule du projet d'expliquer de façon récurrente la nouvelle démarche de l'administration forestière à travers un diagnostic participatif et vers une procédure contractuelle pour organiser son intervention en concertation avec les populations.
 - Dès la deuxième réunion en général, l'atmosphère apparaît bien différente. La discussion sur des questions concrètes et la nécessité de définir ensemble et de choisir des priorités conduisent les populations à une attitude beaucoup plus positive.
 - La troisième réunion de concertation fait apparaître des populations prêtes à s'engager dans un processus contractuel avec l'administration forestière à travers la cellule du projet. Il y a bien eu un renversement d'attitude comme cela était recherché par le projet. Néanmoins, il est clair que ce changement d'attitude n'est pas encore général et demeure extrêmement fragile, à la merci de tout dérapage autoritaire de la part des agents de l'administration forestière.
10. L'évolution positive des populations à l'égard du projet préjuge bien de la réalisation des actions engagées. Néanmoins, il apparaît que les attentes des populations sont directement liées à la diversité de leur cadre de vie et de leurs modes d'utilisation des espaces naturels. Les réponses du projet aux attentes des populations ne pourront donc en aucune sorte être standardisées, mais devront apporter des solutions sur mesure à des problèmes locaux.

La grande diversité des situations, des attitudes par rapport à la forêt et des demandes prioritaires des populations

11. Le milicu naturel de la province d'Ifrane est diversifié avec d'une part l'opposition entre le Jbel et l'Azaghar, d'autre part, celle entre la forêt, les parcours collectifs et les terres agricoles, irriguées ou non.
12. Selon les communes, les fractions voire les sous fractions les répartitions des différents espaces sont de fait très différentes. De ce fait les populations se sentent plus ou moins directement et fortement concernées par la forêt, par le projet et par la perspective de la création du parc national. Leur attitude est donc directement liée à leur implication plus ou moins forte avec l'accès à la forêt et à l'utilisation des ressources qu'elle procure.

Par delà cette diversité des demandes, une synthèse du diagnostic participatif est possible

13. L'ensemble des informations collectées par le projet lors des trois passages sur le terrain réalisés à l'occasion du diagnostic participatif doivent être regroupés, présentés, synthétisés (au-delà de la courte synthèse présentée dans le présent rapport) et analysés dans un rapport de la cellule du projet.
14. La masse des informations collectées est considérable. Leur nouveauté donne à ces informations une importance majeure pour le développement ultérieur de la province d'Ifrane. Ces informations doivent être accessibles aux autorités, aux services déconcentrés des différentes administrations, aux collectivités territoriales décentralisées et en premier lieu aux communes, et enfin à la société civile.
15. L'élaboration de ce rapport d'étape de la cellule du projet concernant le diagnostic participatif constitue donc un enjeu important, qu'il ne faut pas remettre à plus tard. Ce rapport devrait être complété par les compte-rendus des réunions de restitution du diagnostic participatif qui devraient être organisées systématiquement à différents niveaux, lors du lancement de la phase suivante de contractualisation des interventions du projet.
16. Nous présentons ci-dessous les premiers éléments essentiels d'une synthèse et d'une analyse globale des résultats du diagnostic participatif. Bien entendu, le projet étant un projet forestier, il convient de commencer par la forêt, même si ce n'est jamais la préoccupation principale des populations.

***Les demandes des populations concernant la forêt,
exprimées lors du diagnostic participatif***

<i>Actions</i>		<i>Nombre total de demandes</i>	<i>Commentaires</i>
Forêt	Bois de feu	21	On a regroupé toutes les demandes relatives au bois de feu, exprimées de manières diverses pour une préoccupation unique
	Pistes forestières	18	
	Points d'eau	21	
	Comités de surveillance	13	
	Reboisements	19	9 (moins de 50%) concernent les reboisements forestiers. Le reste concerne l'agroforesterie : les plantations villageoises, les boisements familiaux, les plantations d'alignement, etc.
	Organisation des parcours forestiers	9	
	CES	5	
	Ouverture de mises en défens anciennes	4	
	Limites forestières	7	Limites externes et internes
	Emplois forestiers	3	
	Traitement des forêts	2	
	Protection/singe	1	
	Dépressage	1	Demande d'emplois pour le dépressage des plantations
	Peuplier	1	Reboisements localisés en peupliers
	Scierie et transformation du bois	1	Investissement et emplois
	Evacuation des résidents en forêt	1	
	Répartition des recettes forestières	1	Cette demande concerne les communes
	Maisons forestières	1	
	Tourisme forestier	1	
	Vides labourables	1	
	Couloirs de passage	1	
	Compensation mises en défens	1	
	Comportement des forestiers	1	

Les demandes des ruraux concernant la forêt concernent pour un tiers directement l'élevage en forêt. Viennent ensuite pratiquement à égalité les demandes concernant le bois de feu, les plantations (pour une très large part les plantations collectives, communautaires, lignagères ou familiales, ... dont l'objectif principal sera la production de bois de feu et de bois de service), les pistes forestières et la création de comités communs (avec l'administration forestière) de surveillance des forêts.

Ceci témoigne des opportunités à saisir par le projet pour, d'une part, développer les plantations forestières paysannes et l'agroforesterie au sens large, et d'autre part, du changement d'attitude de la population qui répond positivement à la main tendue de l'administration forestière à travers le diagnostic participatif.

Synthèse des demandes rurales concernant la forêt

<i>Actions concernant la forêt</i>	<i>Nombre total de demandes</i>	<i>%</i>
Elevage en forêt : Parcours forestiers et points d'eau	43	32
Bois de feu	22	16
Plantations	20	15
Pistes forestières	18	13
Comités de surveillance et relations avec l'administration	14	10
CES et protections des forêts	8	6
Emplois forestiers et transformation	5	4
Recettes forestières	1	1
Vides labourables	1	1
Divers	6	4

***Les demandes des populations concernant les parcours,
exprimées lors du diagnostic participatif***

	<i>Actions</i>	<i>Nombre total de demandes</i>	<i>Commentaires</i>
<i>Parcours</i>	Produits vétérinaires	29	
	Fertilisation des parcours et amélioration pastorale	30	
	Points d'eau et amélioration du réseau hydrique	19	
	Pistes pastorales	13	
	Alimentation du bétail	12	
	Station de monte équine	6	
	Centres de stockage de fourrages et centres d'affouragement	9	
	Organisation et délimitation des parcours ; groupement des habitations sur les parcours	13	
	Cultures d'arbres et arbustes fourragers	5	
	Luttes contre les plantes toxiques	4	
	Bains antiparasitaires	3	
	Partage des terres collectives	3	
	Amélioration génétique et insémination artificielle	4	
	Protection du pyrèthre	2	
	Intensification de l'élevage et engraissement	2	
	Lutte contre les rats	1	
	Conduite des troupeaux	1	
	Autorisations de passage aux terrains collectifs	1	

19. Près de 40 % des demandes concernant les parcours sont liées de près ou de loin à la gestion des parcours et à leur amélioration. S'y ajoute encore plus de 10 % de demandes concernant l'hydraulique pastorale. Donc plus de la moitié des demandes concernant l'élevage sont orientées vers l'amélioration de l'élevage extensif. Les demandes concernant l'intensification de l'élevage (intensification, alimentation du bétail, santé animale, amélioration génétique, etc.) représentent déjà presque 50 % des demandes ce qui traduit les potentialités d'évolution structurelles du secteur de l'élevage dans la province d'Ifrane.

Synthèse des demandes concernant les parcours

<i>Actions concernant les parcours</i>	<i>Nombre total de demandes</i>	<i>%</i>
Gestion, organisation et amélioration des parcours	61	39
Intensification de l'élevage et alimentation du bétail	21	13
Hydraulique pastorale	19	12
Santé animale	32	20
Amélioration génétique et insémination artificielle	4	
Arbres fourragers	5	
Autres	15	10

***Les demandes des populations concernant l'agriculture,
exprimées lors du diagnostic participatif***

	<i>Actions</i>	<i>Nombre total de demandes</i>	<i>Commentaires</i>
<i>Agriculture</i>	Seguia	34	
	Pistes rurales et ponts	32	
	Epierrage	29	
	Barrages collinaires, puits, forages et réservoirs	16	
	Plants fruitiers & arboriculture fruitière	18	
	Création d'un sous CT	12	
	Puits, forages et point d'eau	8	
	Analyses des sols	16	
	Centres d'approvisionnement	6	
	Lutte de la grêle	4	
	Déjujubage	4	Non admissible en l'état par le projet
	CES	5	
	Subventions / engrais & semences sélectionnées	6	
	Vulgarisation agricole	5	
	Epuration des eaux usées	4	
	Encourager la mécanisation	2	
	Intensification des cultures fourragères	1	
	Appui au développement agricole	1	
	Equiper CT engins	1	
	Entretien centre amélioration bovine Aït Ghanem	1	
	Unité de production de pyrèthre	1	
	Traitement phytosanitaire	1	
	Organisation doit de l'eau Oued Guigou	1	
	Filière pomme de terre	1	

Pratiquement un tiers des demandes rurales concernant l'agriculture ont trait directement ou indirectement à l'irrigation. Viennent ensuite les demandes concernant l'accessibilité (pour l'évacuation de la production agricole), l'épierrage et les demandes liées à l'arboriculture fruitière et à l'intensification agricole.

Synthèse des demandes concernant l'agriculture

<i>Actions concernant l'agriculture</i>	<i>Nombre total de demandes</i>	<i>%</i>
Irrigation et hydraulique agricole: Seguia, puits, forages, barrages collinaires et réservoirs	52	27
Accessibilité : Pistes rurales et ponts	32	16
Epierrage	29	15
Plants fruitiers et arboriculture fruitière	18	10
Intensification agricole et fourragère	35	18
Coopératives	19	10
CES & déjujubage	9	5

Comme pour la forêt et les parcours, les demandes des populations relatives à l'agriculture concernent pour une part significative la création de coopératives, qu'il s'agisse de coopératives pour l'obtention des intrants, de coopératives pour accéder à la mécanisation ou de coopératives de commercialisation. Nous allons retrouver cette demande générale de coopératives et d'une façon générale d'organisation de la production lors de l'examen des demandes des populations concernant l'organisation et le cadre de vie rural.

Les demandes des populations concernant l'organisation et le cadre de vie, exprimées lors du diagnostic participatif

<i>Actions</i>		<i>Nombre total de demandes</i>	<i>Commentaires</i>
Organisation	Emploi	17	
	Coopératives et associations	48	La demande de création de coopératives est forte pour toutes les sortes de coopératives : coopératives forestières, féminines, de petit élevage, laitières, etc., associations diverses, ...
	Tourisme	10	Les populations ont identifié cette possibilité et sont prêtes à s'y préparer si les actions structurelles au niveau national sont engagées.
	Crédits	5	
	Formation, encadrement	9	La demande de formations et d'encadrement témoigne du sérieux de la démarche des populations qui ont bien consciences de leurs besoins en la matière.
	Eau potable	4	
	Electrification	2	
	Dispensaire	1	
	Alphabétisation	1	
	Transports	1	
	Appui à la préparation de projets	1	
	Energie solaire	1	
	Assainissement	1	
	Autres	5	

22. Les demandes principales concernent les coopératives et associations (près de 50 %), l'emploi, le tourisme, l'accès au crédit et les formations. Les populations ont bien pris conscience des opportunités offertes par le projet et de ce qu'il ne peut pas faire : les demandes d'équipement des douars ne viennent pratiquement qu'en dernier lieu.
23. Si l'on ajoute les demandes de création de coopératives exprimées à propos de l'agriculture, des parcours ou de la forêt on voit que l'appui à l'organisation des producteurs ruraux est une demande prioritaire majeure des populations. Par delà la disparité des situations et des demandes c'est bien une demande générale d'organisation des producteurs ruraux qui est formulée. Ceci est un indicateur important d'un dynamisme fort de la société rurale du moyen Atlas dans la province d'Ifrane. Il importe que le projet par des actions appropriées contribue à lui permettre de s'exprimer et de se développer.

Synthèse des demandes concernant l'organisation et le cadre de vie

<i>Actions concernant l'organisation</i>	<i>Nombre total de demandes</i>	<i>%</i>
Emploi	17	10
Coopératives et associations	48	40
Tourisme	10	10
Accès au crédit	5	5
Formation et encadrement	10	10
Equipement des douars	6	5
Autres	9	7

24. Le projet devrait donc focaliser une partie importante de ses activités en faveur de la création des coopératives diverses ou autres groupements ou associations de producteurs. Ces actions en effet peuvent avoir des effets indirects importants répondant aux attentes des populations : création d'emplois et de revenus, facilitation des formations et de l'accès au crédit etc.

Communes et fractions	Aïn Leuh			Ben Smim						Dayet Aoua	Oued Ifrane	Sidi El Mekhfi	Tigrigra		Timahdūt				Tizguīt
	1	2	3	1	2	3	4	5	6				1	2	1	2	3	4	
Bois de feu			1				3							1		2	1		
Pistes forestières	4	2	4		2			1					1		3			2	
Points d'eau		5																	
Comités de surveillance	1	1	5				1								2	4			
Reboisements					3	2	2	4							1	1	4	1	
Organisation des parcours forestiers								8									2		
Emplois forestiers								6								3	3	3	
CES	3							7	1										
Ouverture de mises en défens anciennes	2	3	3														5		
Plantations villageoises																			
Limites forestières	6		6													5	6		
Traitement des forêts		6																	
Protection/singe		4																	
Dépressage								3											
Peuplier															5				
Scierie																			
Evacuation des résidents en forêt																			
Répartition des recettes forestières																			
Maisons forestières						3									6				
Tourisme forestier					1	1		5							4				
Vides labourables			2																
Couloirs de passage								2											
Compensation mises en défens																			
Comportement des forestiers	5																		
Autres																			

Modèle de tableau de synthèse concernant les demandes relatives aux parcours et faisant apparaître la diversité des demandes

Communes et fractions	Aïn Leuh			Ben Smim						Dayet Aoua	Oued Ifrane	Sidi El Mekhfi	Tigrigra		Timahdit				Tizguit
	1	2	3	1	2	3	4	5	6				1	2	1	2	3	4	
Produits vétérinaires		4	3	3	5	3	5	3	2				3	4					
Fertilisation des parcours et amélioration pastorale		1	5	5	1	5	4	7					4	2					
Points d'eau et amélioration du réseau hydrique	1	2	4	2	3	2	2	1	1				1	1					
Pistes pastorales	2	5	1	1	2	1	1	2	3				2						
Alimentation du bétail			2										6						
Station de monte équine																			
Centres de stockage de fourrages et centres d'affouragement			7					8											
Organisation et délimitation des parcours ; groupement des habitations sur les parcours		3	6					4											
Cultures d'arbres et arbustes fourragers				4	4	4	3	6											
Luttes contre les plantes toxiques				6				5						3					
Bains antiparasitaires																			
Partage des terres collectives	3																		
Amélioration génétique et insémination artificielle		8											5						
Protection du pyrèthre																			
Intensification de l'élevage et engraissement		6																	
Lutte contre les rats																			
Conduite des troupeaux		7																	
Autorisations de passage aux terrains collectifs																			

demandes

Communes et fractions	Aïn Leuh			Ben Smim						Dayet Aoua	Oued Ifrane	Sidi El Mekhfi	Tigrigra		Timahdūt				Tizguīt
	1	2	3	1	2	3	4	5	6				1	2	1	2	3	4	
Seguia	5	3	4	2	2	1	2	1	1				4	1					
Pistes rurales et ponts	4	5	1	1	1		1	2	2				2	2					
Epierrage	1	1	2		3			3					3						
Barrages collinaires, puits, forages et réservoirs													1						
Plants fruitiers & arboriculture fruitière	3	4	6	4	5	3		5	4					3					
Création d'un sous CT																			
Puits, forages et point d'eau																			
Analyses des sols			7	3	4	2		4	3										
Centres d'approvisionnement																			
Lutte de la grêle				5															
Déjujubage	2		3																
CES		2	5																
Subventions / engrais & semences sélectionnées	6	8	8																
Vulgarisation agricole																			
Epuration des eaux usées																			
Encourager la mécanisation																			
Intensification des cultures fourragères		6												4					
Appui au développement agricole																			
Equiper CT engins		7																	
Entretien centre amélioration bovine Aït Ghanem																			
Unité de production de pyrèthre																			
Traitement phytosanitaire			9																
Organisation doit de l'eau Oued Guigou																			
Filière pomme de terre																			

Modèle de tableau de synthèse concernant les demandes relatives à l'organisation et à l'équipement des douars et faisant apparaître la diversité des demandes

Communes et fractions	Aïn Leuh			Ben Smim						Dayet Aoua	Oued Ifrane	Sidi El Mekhfi	Tigrigra		Timahdit				Tizguit
	1	2	3	1	2	3	4	5	6				1	2	1	2	3	4	
Emploi		1	1					3											
Coopératives et associations	1	3	3		1		1	1	1										
Tourisme		5																	
Crédits		4																	
Formation, encadrement	2	2	2					2											
Eau potable																			
Electrification																			
Dispensaire																			
Alphabétisation			4																
Transports																			
Appui à la préparation de projets																			
Energie solaire																			
Assainissement																			
Autres																			

PROPOSITIONS POUR LA RESTITUTION DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

Le diagnostic participatif a constitué une phase importante des actions du projet. Son contenu particulièrement novateur au Maroc a suscité ici ou là des interrogations voire des inquiétudes qui se sont exprimées de manière diverse et qui ont parfois bloqué ou retardé pour un temps plus ou moins long la mise en œuvre des actions du projet. Il est maintenant possible sur la base des résultats objectifs et incontestables du diagnostic participatif de calmer ces craintes et de rassurer les inquiets. Il est important de le faire au plus tôt et de la façon la plus large et la plus visible possible pour éviter à l'avenir la répétition de semblables retards qui pourraient, s'ils intervenaient par malheur, s'avérer beaucoup plus préjudiciables au cours de la phase à venir de contractualisation.

Présentation des résultats aux autorités provinciales

La présentation des résultats du diagnostic participatif aux autorités provinciales et aussi au niveau du Haut commissariat à la Forêt constitue une urgente priorité pour la cellule du projet. Elle représente aussi une étape préliminaire importante du plan de communication du projet dont le présent rapport traitera plus loin.

Cette présentation est ébauchée dans le fichier power point annexé au présent rapport. Cette présentation power point a été construite en collaboration étroite avec (et de fait très largement par) la cellule de coordination du projet. C'est sur la base des débats suscités lors de la présentation prévue le 1^{er} avril 2004 à Azrou que la présentation finale au Gouverneur et aux autorités provinciales à Ifrane sera finalisée par la cellule du projet.

Au-delà de cette présentation, il conviendra que le projet finalise le rapport technique du diagnostic participatif pour assurer la diffusion de ses résultats, particulièrement novateurs au Maroc, au sein de l'ensemble de l'administration forestière marocaine. C'est seulement sur la base de tels rapports techniques et de documents adéquats de communication que les acquis du projet pourront être compris et appropriés par les agents forestiers des autres provinces aux différents niveaux.

Restitution des résultats aux communes, aux fractions et aux populations rurales

La présentation des résultats du diagnostic participatif aux communes, aux fractions, aux sous-fractions et aux populations locales représente également une nécessité urgente pour le projet.

D'une part, cette présentation à réaliser sous forme orale (au cours d'une réunion) et sous forme écrite (par la remise d'un document) témoignera aux communes, aux fractions, aux sous-fractions et aux populations du respect normal du dialogue partenaires et attestera à leurs yeux du sérieux de la nouvelle démarche participative et contractuelle de l'administration forestière.

Cela permettra également d'introduire et de lancer officiellement au niveau de ces partenaires la phase suivante de contractualisation des actions à venir du projet et d'élaboration concertée du programme pluriannuel de ces interventions.

Le document à remettre aux communes, aux fractions et aux sous fractions pourrait être conçu comme suit :

D'une part, un document complet présentant de façon résumée et standardisée l'ensemble des trois passages du diagnostic participatif sur l'ensemble des huit communes de la province d'Ifrane. Ce document serait remis systématiquement en un exemplaire au responsable adéquat, Président du conseil communal, nouab, etc. au niveau de chaque commune, fraction ou sous-fraction concernée. La consultation de ce document complet ne manquera pas de susciter de la part de ces « bénéficiaires » et au-delà, à travers eux, plus largement, des comparaisons entre les différentes communes, fractions, sous-fractions. Il en résultera une homogénéisation des problématiques de développement au niveau provincial et l'émergence d'une sorte d'émulation pour la mise en œuvre d'actions concertées et contractuelles avec l'administration forestière.

D'autre part, une fiche plus synthétique (nécessairement en arabe et en français) remise en davantage d'exemplaires récapitulant les informations relatives à la commune qui pourrait être affichée de façon quasi-systématique dans les différents bâtiments publics de la commune et qui apporterait ainsi cette information jusqu'au niveau de la population des douars.

PROPOSITIONS POUR ENGAGER LE PROCESSUS DE LA CONTRACTUALISATION DES ACTIONS AVEC LES POPULATIONS

Le consultant a travaillé en étroite concertation avec la cellule de coordination du projet pour examiner et déterminer avec elle les options les plus adéquates à retenir pour engager au mieux le processus de la contractualisation des actions du projet avec la population à chaque niveau.

25. Ces tableaux montrent des demandes somme toute raisonnables des populations. Celles-ci ont parfaitement accepté de se limiter et de ne formuler que des demandes qui leur paraissent a priori devoir être acceptables par le projet. Elles ont aussi accepté de hiérarchiser leurs demandes en fonction des priorités établies après discussion interne et dans le cadre des possibilités d'intervention du projet. Bien entendu ceci ne signifie pas que leurs besoins se limitent à ces demandes, ni même que les priorités exprimées dans le cadre de ce qui est éligible par le projet ne soit pas considérées comme moins prioritaires que d'autres actions qui ne sont pas éligibles par le projet.

Les principales demandes des populations et la nécessité d'aller au-delà de l'analyse immédiate

26. Il est donc indispensable d'aller au-delà de l'analyse immédiate des demandes formulées par les populations dans le cadre d'un diagnostic participatif. Deux raisons majeures le justifient
- D'une part, parce que ces demandes se situent dans une démarche mentale de demande à un projet : « S'il vous plaît faites nous, ou donnez nous. » Les populations expriment de ce fait des demandes de réalisations concrètes : immédiates qu'ils pensent plus réalistes et plus susceptibles d'aboutir. Cela ne signifie pas qu'ils ne puissent pas exprimer des priorités pour des évolutions plus structurelles ; elles apparaissent plus ou moins en filigrane dans les demandes, mais les délais et les moyens disponibles pour réaliser le diagnostic participatif n'étaient pas suffisants pour rechercher des réponses spécifiques plus précises à ce genre de questions.
 - D'autre part, parce que ce diagnostic participatif s'inscrivait comme une rupture dans une longue continuité de conflits plus ou moins latents avec l'administration des Eaux et Forêts. De ce point de vue les résultats obtenus sont déjà exceptionnellement positifs et très significatifs.

RESULTATS ACQUIS ET EVALUATION DES MODES OPERATOIRES D DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

27. Les résultats acquis sont d'abord représentatifs du changement des relations entre l'administration des Eaux et Forêts et les populations. Ce changement est encore fragile, mais il constitue une évolution très positive, porteuse de perspectives favorables pour l'avenir.

Les principaux résultats acquis

28. Les principaux résultats acquis nous paraissent être les suivants :
- Premièrement, et ceci constitue un résultat fondamental, il apparaît que l'antagonisme fort et ancien entre les populations rurales et l'administration des Eaux et forêts est réversible et qu'une approche participative est d'ores et déjà de nature à le réduire sensiblement. Les populations semblent prêtes à passer à l'étape suivante de la contractualisation. Elles ont exprimé clairement leurs priorités et leurs demandes et leur attitude positive augure bien de la mise en place possible de règles de gestion des espaces sylvo-pastoraux qui permettent à court terme d'inverser la tendance actuelle des dégradations des ressources forestières et pastorales.
 - Deuxièmement, les agents de l'administration qui ont participé à la mise en œuvre du diagnostic participatif ont en même temps apporté la preuve de leur capacité à évoluer et à mettre en pratique des méthodes bien différentes des relations simplistes d'autorité qui leur étaient exclusivement confiées jusqu'à présent. Cette capacité d'adaptation et d'évolution augure bien de l'avenir pour la mise en pratique du Plan Forestier National.

Le processus de la contractualisation n'a pas encore été formellement engagé

29. Le processus de la contractualisation des actions du projet, n'a pas encore été formellement engagé au niveau des fractions, mais il a été largement préparé à l'occasion des discussions au niveau des communes relatives au programme des interventions du projet pour 2004.
30. Il convient donc maintenant de progresser d'une nouvelle étape en engageant le processus de contractualisation des actions du projet au niveau pertinent de la gestion des espaces et des ressources naturelles. Selon les cas ce niveau pertinent se situe au niveau de la fraction, de la sous-fraction voire au contraire au niveau de la tribu.

Un apprentissage réciproque des populations et de la cellule du projet

31. Le déroulement du diagnostic participatif témoigne donc d'un apprentissage réciproque et rapide de la concertation et de l'élaboration collective tant du côté de l'administration des Eaux et Forêts que des populations rurales. De nombreux problèmes et obstacles demeurent avant d'arriver à la mise en place d'une cogestion des espaces de parcours collectifs ou de forêt qui permette d'engager une gestion plus durable. mais cette perspective n'apparaît pas irréaliste.

Les discussions, très riches, ont permis une réelle élaboration collective pour définir les interventions à réaliser et évaluer les modalités opérationnelles possibles pour cette nouvelle phase de contractualisation. Le contenu de ces discussions témoigne de l'importance des acquis méthodologiques obtenus par les cadres de la cellule du projet à l'issue du diagnostic participatif.

Au cours des années 2003 et 2004, le projet a dû élaborer sans concertation et pour une large part, « à l'aveugle » les deux programmes 2003 et 2004 des actions de terrain du projet. Déjà le programme 2004 a été élaboré de façon plus réaliste et plus adaptée sur la base des premiers travaux de terrain du diagnostic participatif. Ces deux programmes annuels de travaux ont permis aux équipes du projet de faire prendre en compte par les populations aux différents niveaux de la province d'Ifrane de l'existence du projet, de sa capacité à faire évoluer les réalités de terrain. Il a été aussi de démontrer aux yeux des populations l'intérêt de la nouvelle approche de l'administration forestière mise en œuvre à travers le projet.

Partir de la présentation du programme 2004 et engager la concertation sur un contrat pluriannuel

Il est donc positif et très important que le projet puisse s'appuyer sur ces deux programmes 2003 et 2004, et en particulier sur le programme 2004 pour engager la concertation avec les populations rurales vers l'élaboration conjointe d'un contrat définissant les obligations communes et respectives des populations et de l'administration pour aller vers la gestion durable conjointe des forêts et des parcours.

Néanmoins, la présentation du programme 2004 doit être conçue en cohérence avec les objectifs stratégiques du projet, de façon à inscrire progressivement ces objectifs dans les préoccupations et les pratiques des populations.

Le programme 2004, comme celui de 2003 : des actions visibles, signifiantes, mais d'ampleur très limitée

Le projet a jusqu'à présent insisté fortement sur ses réalisations techniques pour faire valoir aux yeux des populations de la bonne volonté de l'Etat et de la nouvelle démarche participative et concertée initiée par le projet.

Il convient maintenant d'aller au-delà de l'aspect visible et signifiant des réalisations de terrain des deux programmes 2003 et 2004 pour insister au contraire sur **l'ampleur très limitée des moyens disponibles** au niveau du projet pour répondre aux attentes des populations en la matière. Les résultats du diagnostic participatif permettent justement d'étayer fortement cette nouvelle argumentation à partir des demandes formulées par les populations.

L'objectif de ce nouveau discours est bien de faire comprendre aux populations que

- Les préoccupations de l'administration forestière et les objectifs du projet sont ailleurs. Qu'ils concernent la mise en place d'une gestion concertée et conjointe avec la population des espaces pastoraux et du domaine forestier de manière à assurer une gestion durable de ces espaces et de ces ressources, ou, à tout le moins, de réduire significativement dans un premier temps les rythmes de dégradation.
- Le projet veut principalement insister sur la mise en place concertée et même contractuelle d'actions conjointes avec les populations induisant des évolutions structurelles à moyen et long terme des systèmes agraires et pastoraux, de l'organisation agro-sylvo-pastorale d'utilisation de l'espace qui apportent à la fois un meilleur niveau de vie aux populations et une gestion plus durable des milieux naturels.
- Dans ces conditions, les réalisations techniques limitées inscrites aux deux programmes 2003 et 2004, répondent certes à des besoins urgents, voire immédiats des populations, mais ne constituent pas les leviers les plus efficaces vers une réduction plus rapide de la pauvreté rurale et une gestion plus durable des ressources naturelles.
- L'objectif du projet est bien principalement d'élaborer de façon concertée avec les populations de nouvelles règles contractuelles de gestion conjointe des ressources à la fois pastorales et forestières qui répondent mieux et plus efficacement à moyen et long terme au double besoin d'amélioration des conditions de vie des populations et de gestion durable des ressources naturelles.

Au delà du programme 2004, l'objectif stratégique du projet est d'induire des évolutions structurelles des modes de gestion et d'utilisation des ressources pastorales et forestières

Il convient d'insister dès maintenant sur les objectifs stratégiques du projet de mettre en place de nouvelles règles contractuelles de gestion conjointe des ressources à la fois pastorales et forestières pour éviter que le projet ne se situe et surtout pour éviter qu'il ne situe à sa suite l'administration forestière dans une situation de simple troc qui ne pourrait être ni efficace, ni durable, ni financièrement tenable. Il faut éviter de se situer dans l'échange simpliste : de meilleures pratiques sylvo-pastorales contre des travaux d'équipement agricole ou pastoral.

On pourrait encore formuler autrement et de façon détaillée l'objectif stratégique du projet à travers la mise en place de nouvelles règles contractuelles de gestion conjointe des ressources à la fois pastorales et forestières

- Faire évoluer les pratiques pastorales et forestières pour accompagner un développement économique et social et une transformation des diverses filières d'élevage et de valorisation des produits et des espaces forestiers (y compris l'éco-tourisme) vers une utilisation plus durable des ressources naturelles. A cet égard, les actions à mener par le projet devront privilégier les réponses aux demandes des populations vers des évolutions structurelles, vers de nouveaux modes d'organisation (coopératives, etc.) et vers une intensification des systèmes qu'ils soient agraires, pastoraux, forestiers ou combinés. Ainsi le projet préférera appuyer les actions orientées vers l'amélioration de la gestion sylvo-pastorale ou vers l'intensification des systèmes d'élevage plutôt que d'apporter des subventions « à fonds perdus » en santé animale.
 - Aider à la structuration autonome par les populations d'activités de valorisation des ressources forestières, pastorales ou agricoles génératrices de revenus et d'emplois, donc à même de donner un sens au mot d'intensification. L'appui à la création de groupements ou/et de coopératives, l'aide à l'accès à des formations ou à des crédits sont sûrement des actions plus porteuses d'effets induits en ce qui concerne la gestion conjointe des ressources pastorales et forestières que la création de seguias ou la mise en place de pistes rurales.
50. A cet égard, dans le contexte difficile du conflit latent entre ayants droit et non ayants droit, la principale justification de la démarche contractuelle réside dans ce que cette démarche permet de lier au sein d'un même contrat et dans le cadre de règles cohérentes
- l'amélioration des parcours, l'optimisation et l'intensification de la valorisation des espaces pastoraux des parcours coutumiers
 - et la réduction à un niveau plus adéquat de la pression pastorale dans les forêts du domaine forestier de façon à assurer une meilleure application des règles d'aménagement et à augmenter la durabilité de la gestion forestière.
51. C'est à travers ce lien entre gestion des parcours et accès pastoraux au domaine forestier que le projet peut espérer mettre en place de façon concertée de nouvelles règles contractuelles de gestion conjointe par l'administration et les populations de ces deux catégories d'espaces qui soient plus favorables à la gestion durable de la ressource.

Le niveau adéquat de la contractualisation : celui de la gestion sociale coutumière des ressources et des espaces

52. C'est la raison pour laquelle le niveau pertinent de la concertation et de la contractualisation de ces nouvelles règles est celui de la gestion locale coutumière effective des ressources pastorales et des espaces de parcours. Selon les cas ce niveau pertinent correspond à des échelles spatiales différentes : tribu, fraction, sous-fraction, voire lignage. C'est en fonction des résultats du diagnostic participatif qu'il est possible d'identifier sur la base de données précises et indiscutables le niveau adéquat de la contractualisation.
53. Bien entendu, pour cette contractualisation qui va porter essentiellement sur la définition de règles de gestion et de limites d'accès, le niveau adéquat n'est pas le niveau le plus subsidiaire de la gestion quotidienne, mais le niveau le plus global de la définition des règles de gestion. Par exemple, on cherchera à contractualiser les nouvelles règles au niveau de la fraction si les disparités ou antagonismes entre les sous-fractions ne s'y opposent pas sur la base du diagnostic participatif. Si c'est possible on situera cette contractualisation au niveau de la tribu. Il s'agira en l'occurrence de choisir la solution la plus adaptée à la réalité sociale locale avec le souci de la plus grande simplicité et économie de moyens.

Conclure vingt et un contrats

54. Dans ces conditions, les concertations avec l'équipe du projet ont permis d'évaluer conjointement le nombre des contrats à préparer. Ces vingt contrats correspondent à la disparité des situations sociales coutumières à l'échelle de la province d'Ifrane. Le tableau ci-dessous expose le détail de ces vingt et un contrats à préparer.

Identification des vingt et une unités de contractualisation

<i>Communes</i>	<i>Structures coutumières concernées</i>
Aïn Leuh	Tribu des Aït Mouli
Ben Smim	Fraction des Aït Arfa de Trigrigra
	Fraction des Aït Faska
Dayet Aoua	Fraction des El Hajja
	Fraction des Aït Idir
	Fraction des Aït Daoud Ou Moussa
Oued Ifrane	Fraction Zaouia d'Ifrane
	Fraction Aït Sidi Moussa Ou Lyass
	Fraction des Aït Boubker
Sidi El Makfi	Tribu des Aït M'hammed Ou Lahcen
	Tribu des Aït Ouachi
	Tribu des Aït Meroual
Tigrigra	Fractions des Aït Hamou Ou Bouhou & des Aït Yahya Ou Alla & des Aït Kassou Ou Haddou
	Fraction des Aït Alla
Timahdit	Fraction des Aït Ben Hcine
	Fraction des Aït Hcine Ou Hand
	Fraction des Aït Ben Yaacoub
	Fraction des Aït M'hamed
Tizguit	Fraction des Aït Hammad
	Fraction de Zaouia Sidi Abdessalam
	Fraction des Aït Ourtindi

Si l'on considère qu'une fois le projet de contrat élaboré par la cellule du projet, la phase de négociation pourrait normalement et dans la plupart des cas se dérouler sur une période de 6 mois on voit que cette tâche importante peut être assumée par la cellule du projet avant la fin du premier trimestre 2005. Il conviendra en effet, d'attendre la fin juin 2004 pour ajuster les projets de contrats en fonction des résultats de l'ensemble des études d'aménagement forestier (y compris les études des filières) confiées au bureau d'études SOGREAH.

C'est seulement après que la cellule ait achevé la préparation du projet de contrat que la phase de concertation et de négociation du contrat peut être engagée. Ce projet de contrat devra définir pour les équipes chargées de la négociation au nom de l'administration les diverses fourchettes de négociation admissibles pour les principales dispositions du contrat.

Qui va signer les contrats ?

Les contrats doivent être signés entre les partenaires parties au contrat :

- D'une part l'administration représentée par le Chef du service provincial des Eaux et Forêts.
- D'autre part les partenaires locaux. Ces partenaires seront :
 - Les Nohab des terres collectives, au niveau des tribus ou des fractions telles que définies au tableau ci-dessus.
 - Les représentants des associations qui seront mises en place.
 - Les conseillers communaux élus qui se considéreront comme parties et garants du contrat.
 - Le Président du conseil communal qui engage officiellement la commune, en ce qui la concerne, pour la mise en œuvre des dispositions du contrat.
 - Le Caïd chef de l'annexe.
- Le contrat est soumis à l'approbation du Haut Commissaire après visa du Gouverneur de la Province.

On voit donc que le contrat sera un document important porteur d'une signification forte pour les populations qui seront engagées et partenaires de l'administration et de l'Etat. La signature finale de chaque contrat sera donc un acte solennel.

Qu'est-ce qui justifie la démarche contractuelle de l'administration ?

La principale justification de la démarche contractuelle de l'administration forestière peut être formulée comme suit :

Principales justifications de la démarche contractuelle de l'administration forestière

Impossibilité d'une gestion durable des forêts par l'administration seule

La première justification de la démarche résulte du constat maintenant bien établi de l'impossibilité durable pour l'administration forestière d'assurer seule la gestion durable des forêts. L'administration n'a pas (et n'aura pas durablement) les moyens d'empêcher seule la pénétration des troupeaux dans le domaine forestier et le surpâturage des espaces forestiers. Seul un partenariat avec les acteurs concernés peut permettre de mettre en place et de faire respecter effectivement de nouvelles règles d'utilisation des espaces du domaine forestier compatibles avec une gestion plus durable des forêts.

Nécessité de globaliser la gestion des forêts et des parcours pour rendre possible une gestion durable

Pour que ces nouvelles règles d'accès et d'utilisation des espaces du domaine forestier soient effectivement compatibles avec les plans d'aménagement forestier et la gestion durable des forêts, il est indispensable de globaliser la gestion des forêts et des parcours. Il faut lier la gestion des terres collectives de parcours et la légitimation techniquement contrôlée du pâturage en forêt. Les parcours collectifs sont gérés par les institutions coutumières qui doivent donc devenir les partenaires directs de l'administration pour cette cogestion globale et cohérente des parcours collectifs et forestiers. Ce sont seulement des règles cohérentes sur l'ensemble des deux espaces qui peuvent permettre d'aller vers une gestion durable.

Accompagner la gestion globale des forêts et des parcours par des évolutions structurelles d'intensification des filières économiques forestières et d'élevage

Pour que la gestion globale combinée des parcours forestiers et collectifs puisse devenir durable, il est indispensable d'alléger la pression pastorale globale sur ces deux espaces. Ceci passe inévitablement par l'évolution des filières économiques forestières, d'élevage et agricoles vers une intensification plus poussée. Les interventions du projet en faveur de ces évolutions structurelles des filières économiques vers l'intensification doivent donc constituer la contrepartie principale de la mise en place concertée des nouvelles règles de cogestion contractuelle entre l'administration et les populations des espaces forestiers et des parcours.

CONCEVOIR, PRÉPARER ET NÉGOCIER DES CONTRATS VIABLES POUR UNE COGESTION DURABLE DES FORÊTS ET DES PARCOURS

60. Si l'on veut que ces nouvelles règles contractuelles de cogestion des forêts et des parcours soient d'application effective et durable, il apparaît indispensable de les faire adopter au terme d'une véritable négociation, donc avec des contreparties et de obligations réciproques. L'administration forestière a déjà fait l'expérience de l'inefficacité de règles imposées aux utilisateurs des espaces forestiers et pastoraux.
61. Une telle négociation doit être soigneusement préparée si l'administration veut effectivement que les nouvelles règles permettent une gestion plus durable des forêts et des parcours collectifs.

Investir au préalable dans la préparation de la négociation et l'élaboration de chaque projet de contrat

62. Les résultats du diagnostic participatif constituent la base de la préparation par la cellule du projet de chaque projet de contrat. Ils permettent pour chaque fraction ou tribu selon les diverses unités de négociation identifiées de dessiner les contours du cadre réaliste de la cogestion globale des parcours et des forêts concernées dans chaque cas. Ils permettent aussi d'anticiper sur les exigences et les demandes des populations par rapport au contrat à préparer et de trier parmi les concessions possibles celles qui vont le plus contribuer à progresser dans le sens d'une gestion durable des forêts et des parcours et d'une intensification des filières d'élevage et forestières.
63. Les équipes de chaque pôle doivent donc au plus tôt commencer à mettre en chantier pour chacune des vingt unités de négociation identifiées, un document de proposition de contrat selon un plan type dont le contenu soit élaboré sur la base de résultats du diagnostic participatif dans chaque cas particulier et autour de l'objectif central de définir de nouvelles règles de cogestion contractuelle cohérente à la fois des espaces forestiers et des parcours collectifs.
64. Dans cette perspective certaines avancées du diagnostic participatif réalisées par exemple dans pôle Timahdite qui ont d'ores et déjà abouti à la mise en place par les populations de diverses associations constituent des bases positives et prometteuses pour envisager la mise en place rapide et consensuelle de coopératives de gestion sylvo-pastorales qui pourraient être

chargées d'assurer la cogestion effective des forêts et des parcours avec l'administration forestière. De telles associations ont d'ores et déjà été créées ou sont en cours de création :

- Association des Aït M'hamed pour le développement et l'environnement.
- Association des Aït Hcine Ou Hund pour le développement et l'environnement.
- Association des Aït Ben Hcine pour le développement et l'environnement.
- Association des Aït Ben Yaacoub pour le développement et l'environnement.

C'est sans doute à Timahdite que la négociation des contrats pourra avancer le plus rapidement lorsque le processus sera lancé. Il importe dans cette perspective de préparer des propositions de contrat réalistes (le mieux est toujours l'ennemi du bien) et équilibrées entre les avantages consentis et les contraintes imposées. Il ne faut jamais perdre de vue que tout le monde a quelque chose à gagner de la mise en place d'un contrat durable, l'administration comme les populations, les ayant droit comme les non ayant droit. Si les processus de cogestion des forêts et des parcours et de développement économique agricole, pastoral et forestier sont engagés simultanément par ces futurs contrats, tout le monde en sera bénéficiaire.

Organiser chaque contrat autour de la cogestion combinée des parcours et des espaces forestiers : les associations ou coopératives de gestion sylvo-pastorale

Lier gestion des terres collectives de parcours et légitimation techniquement contrôlée du pâturage en forêt

Les associations ou coopératives de gestion sylvo-pastorales

Mettre en place des associations ou coopératives de gestion sylvo-pastorale chargées d'organiser, de faire appliquer des règles et de surveiller leur application en ce qui concerne :

- La gestion des terres collectives de parcours.
- Le pâturage en forêt.
- L'approvisionnement des éleveurs en aliments complémentaires et en intrants (produits vétérinaires par exemple).

La gestion des terres collectives de parcours est sous l'autorité des nouhabs mais ceux-ci définissent en principe les règles d'accès. Ils sont les gardiens impuissants de ces espaces face aux non ayant droits. Au-delà de la distinction entre ayants droits et non ayant droits, le problème à régler est celui de la rotation progressive et périodique des troupeaux d'une partie du pâturage collectif (et du pâturage en forêt domaniale qui lui est associé) à une autre partie de cet espace collectif. C'est pour assurer cette gestion strictement pastorale que la création de ces associations ou coopératives de gestion sylvo-pastorale peut être envisagée. Bien entendu ces coopératives devront intégrer les nouhabs qui y joueront un rôle important.

Le pâturage en forêt est une nécessité pour les éleveurs et constitue à l'heure actuelle un sujet conflictuel grave entre ces derniers et l'administration forestière. Les conséquences de ce conflit persistant sont négatives aussi bien pour les éleveurs et pour le bétail que pour la forêt. La pratique de ce pâturage en forêt en délit que l'administration ne peut empêcher aboutit à des actions qui réalisées dans la précipitation et hors de toute règle sont la plupart du temps préjudiciables à la forêt et à sa durabilité.

On peut penser qu'une institutionnalisation contractuelle du pâturage en forêt permettrait de l'organiser de façon plus rationnelle et en garantissant la durabilité de la forêt par des pratiques contrôlées et contractuelles. En fait à l'heure actuelle le pâturage en forêt pose à l'administration forestière deux problèmes majeurs :

- L'ébranchage des cédraies pour la fourniture de pâturage aérien aux ovins et caprins. Mal pratiqué, il peut compromettre la pérennité de l'arbre et réduire de façon par trop drastique sa croissance réduisant ainsi la capacité de production de bois d'œuvre ou de bois de service de la forêt. Il est possible d'envisager la détermination de règles contractuelles pour l'émondage limitant ses effets négatifs tout en assurant une alimentation satisfaisante des troupeaux.
- Le pâturage des glands dans les chênaies de chênes verts par les ovins et caprins qui peut réduire les régénérations naturelles de ces formations (au demeurant traitées en taillis). Cette dernière pratique ne paraît pas fondamentalement inacceptable d'un point de vue forestier sauf dans des périmètres limités à mettre en défens temporairement pour régénération naturelle.

Il serait donc possible d'envisager institutionnaliser et encadrer la pratique du pâturage en forêt par la mise en place aussi systématique que possible de coopératives sylvo-pastorales respectant des règles précises définies dans un cahier des charges établi de façon contractuelle avec l'administration forestière.

Le projet a comme nous l'avions conseillé évité de s'impliquer dans les conflits entre ayant droit et non ayant droit. Toutefois ces conflits ont été assez fréquemment évoqués par les populations. Le problème des non ayant droits se pose principalement à l'occasion de l'utilisation des terres de parcours collectives, et donc par voie de conséquence en ce qui concerne également le pâturage en forêt qui lui est associé. C'est donc à l'occasion de l'éventuelle mise en place des associations ou des coopératives de gestion sylvo-pastorales qui seront proposées par le projet que ce problème risque de ressurgir. Certains ne manqueront pas de reprocher au projet son refus de s'impliquer dans ce conflit latent et d'affirmer que, ce faisant il légitime la présence des non ayants droits sur les terres collectives de parcours. La mise en place d'une association ou coopérative de gestion sylvo-pastorale supposera que ce conflit latent soit dépassé entre tous les protagonistes locaux pour pouvoir prétendre accéder au pâturage en forêt.

Il conviendra donc de bien insister sur ce préalable sans accord interne préalable entre ayants droits et non ayants droits, il ne pourra pas y avoir de mise en place d'une coopérative de gestion sylvo-pastorale et donc pas d'accès légitime au pâturage en forêt. Dans ce dernier cas les règles existantes de la réglementation forestière devront être strictement appliquées.

Il sera préférable de surseoir à la mise en place d'une telle association ou coopérative de gestion sylvo-pastorale si les conditions de son fonctionnement ne sont pas remplies. Il vaudrait mieux en mettre en place un petit nombre qui pourraient avoir un fonctionnement exemplaire et servir de sites de référence à faire visiter pour faire évoluer sur la durée les oppositions et créer les conditions de créations ultérieures de nouvelles associations ou coopératives de gestion sylvo-pastorales.

**C'est la légitimation de l'accès au pâturage en forêt
qui pourra constituer la condition de base de l'accord préalable
entre ayant droits et non ayant droits
à propos de l'utilisation des terres collectives de parcours pour permettre la mise en place
des associations ou coopératives de gestion sylvo-pastorales**

Structurer la périphérie des contrats autour des objectifs d'intensification des filières forestières, d'élevage et agricoles

69. Il conviendra de proposer pour le deuxième cercle des actions du contrat des actions induisant des évolutions structurelles et en particulier des actions de nature organisationnelles comme les créations de groupements de producteurs, d'associations ou de coopératives autour d'objectifs divers ayant tous en commun une meilleure valorisation primaire des ressources naturelles et l'intensification des filières des produits forestiers, des filières d'élevage (par priorité aux filières pastorales) et des filières agricoles.
70. Le troisième cercle des actions du contrat sera réservé aux réalisations directes du projet qui n'induisent pas directement d'amélioration de la gestion des ressources ni d'intensification des filières de leur valorisation, mais qui témoignent simplement de la bonne volonté de l'administration des Eaux et Forêts par rapport aux populations rurales de la Province d'Ifrane.

Négocier un contrat annuel ou négocier un contrat pluriannuel ?

71. Le consultant propose que la procédure de contractualisation ne se limite pas à négocier pour la réalisation d'un programme annuel, mais concerne d'emblée un programme pluriannuel, par exemple de trois ans. En effet ce serait une tâche très lourde pour le projet que de devoir renégocier chaque année un programme annuel.
72. D'autre part, il est clair que les moyens dont dispose le projet ne lui permettent de réaliser pour certaines actions comme l'épierrage ou les seguia que des réalisations peu importantes sans commune mesure avec les demandes et les besoins exprimés par les populations. Dans ces conditions les populations vont se trouver confrontées au difficile choix des priorités pour choisir où réaliser ce qu'elles vont considérer comme des microréalisations. Si la négociation se limite à un programme annuel, le problème risque d'être insoluble et de déboucher sur des conflits internes. Les risques seront bien moindres dans cas d'un programme triennal.
73. Un tel programme triennal devrait aussi permettre d'assurer une certaine flexibilité par rapport à des dotations de budget par l'administration pour les actions du projet qui risquent de ne pas s'avérer suffisantes au moins pour 2004. Il serait possible de reporter sur l'année suivante les actions qui n'auraient pas reçu leur financement la première année.

Que vont contenir les contrats ?

La composition et le contenu des contrats seront un élément essentiel pour l'administration forestière dans le cadre de la mise en place concertée de nouveaux modes de cogestion contractuelle des ressources pastorales et des ressources forestières.

Plan - type proposé pour l'élaboration d'un contrat

Les parties au contrat

L'objet du contrat

Durée du contrat et modalités de dénonciation du contrat

Modalités de révision périodiques de clauses techniques du contrat

La mise en place de la cogestion sylvo-pastorale et la création d'une coopérative de gestion sylvo-pastorale

Les actions d'intensification de la gestion forestière

Les actions d'intensification de l'élevage

Les actions d'intensification de l'agriculture

Les actions d'appui organisationnel

Les travaux d'investissement agricole, pastoral, forestier et collectif

Le suivi de la mise en œuvre du contrat

Réalisations techniques directes et/ou actions structurantes : le partenariat avec l'Agence de Développement Social de Fez (ADS)

D'ores et déjà, la cellule du projet, compte tenu de son effectif limité et des moyens qui lui sont alloués par l'administration pour son fonctionnement, peine à assurer les urgences et délaisse trop souvent de ce fait les priorités. La réalisation prévue par le document de projet de très nombreuses micro-réalisations directes contribue à augmenter considérablement pour la cellule du projet la pression des urgences au détriment du traitement des priorités. Il faut élaborer toujours dans l'urgence et la précipitation, de multiples documents préparatoires pour de trop nombreux appels d'offres pour des mini-réalisations. Il faut ensuite en suivre l'exécution et le paiement.

Il ne reste alors que peu de temps disponible pour aller sur le terrain réaliser le diagnostic participatif. Il risque de ne pas rester suffisamment de temps effectivement disponible pour assurer des tâches aussi importantes et prioritaires que de

Assurer la restitution du diagnostic participatif aux communes, aux fractions et aux populations.

Identifier, étudier, préparer des actions plus institutionnelles ou structurelles répondant au mieux aux objectifs stratégiques du projet, bien d'avantage en tout cas que la réalisation de travaux peu susceptible de transformer ou de faire évoluer sensiblement les pratiques prédatrices des acteurs ruraux sur les milieux naturels et en particulier sur la forêt. Préparer les propositions de projets de contrat de façon à faciliter le déroulement positif des processus de négociation.

Assurer la conduite des négociations en consacrant à cette tâche le temps et l'attention suffisants.

Suivre ensuite la mise en œuvre des clauses du contrat par les populations et faire fonctionner dans la pratique le partenariat nouveau souhaité et la cogestion des ressources pastorales et forestières avec les populations.

Les travaux et les réalisations techniques directes sont et seront encore davantage lorsque la contractualisation des actions sera en avance si l'on n'y prend pas garde, compte tenu des modes opératoires qu'imposent les règles et les procédures administratives, de véritables boulets pour la cellule du projet. Ils l'empêchent de consacrer un temps et une énergie suffisante aux actions correspondant aux objectifs véritablement stratégiques du projet, celles sur la réalisation desquelles la cellule sera in fine jugée.

Développer les interventions en appui organisationnel et pour les évolutions structurelles des modes de gestion des ressources

78. Il importe au contraire que la cellule du projet consacre à l'avenir une part notable de son temps et de ses efforts aux priorités du projet, c'est-à-dire à ce qui va permettre au projet d'atteindre ses objectifs stratégiques :
- inverser effectivement la tendance à la dégradation des ressources forestières sur l'ensemble des espaces forestiers et pastoraux de la province.
 - Améliorer la gestion des ressources renouvelables.
 - Mettre en œuvre une stratégie cohérente avec le développement rural.
 - Agir en partenariat sur l'environnement du secteur forestier.

L'objectif stratégique global du projet :

Gérer et exploiter le massif forestier d'Ifrane d'une manière rationnelle et pérenne en concertation et au bénéfice de la collectivité et des usagers tout en préservant l'environnement et la biodiversité.

79. On voit bien maintenant sur les bases du diagnostic participatif que si le projet veut améliorer la gestion et l'exploitation des ressources forestières et pastorales en concertation et au bénéfice des populations locales utilisatrices de ces espaces, ce ne sont pas des réalisations de travaux directs en quantités infimes² qui permettront d'atteindre cet objectif. Par contre des actions d'appui organisationnel (création de groupements ou de coopératives diverses), de formation, d'accès à des emplois lors des activités forestières ou autres réalisées localement, des actions induisant l'intensification des filières forestières, d'élevage³, ou agricoles sont susceptibles d'induire des changements structurels des pratiques des acteurs.
80. La question majeure à cet égard reste (comme cela avait déjà été identifié lors de la précédente mission) : comment valoriser les ressources et les activités forestières au profit des différentes catégories de la population locale pour les inciter à des pratiques de gestion durable assurant la pérennité de ces revenus nouveaux.

Valoriser les ressources et les activités forestières au profit des populations locales pour assurer la gestion durable des forêts

Les coopératives forestières locales d'exploitation du bois énergie

81. Transférer à des coopératives forestières locales d'exploitation du bois énergie (bois de chauffe et charbon de bois) et limiter strictement au bois d'œuvre et au bois de service (en excluant tout enlèvement de rémanents et de bois de chauffe) les contrats conclus sur appel d'offre avec des exploitants forestiers professionnels. Seules ces coopératives forestières locales de bois énergie pourraient commercialiser du bois énergie exploité dans les forêts du domaine privé de l'Etat. Cela permettrait de garantir de façon prioritaire l'approvisionnement en bois de chauffe des populations rurales (qui actuellement est souvent problématique et génère une exploitation frauduleuse). La création de ces coopératives constituerait une meilleure solution que le retour à la pratique des journées de ramassage contrôlé du bois de chauffe (avec hache) qui constitue la demande minimale des populations. En effet cette mesure ne serait pas susceptible de générer des revenus réguliers même très limités au niveau des populations rurales.

Cela impliquerait aussi à bref délai d'engager des actions de diversification et d'amélioration de l'usage des énergies domestiques en zone urbaine pour compenser la réduction des quantités de bois énergie arrivant en zone urbaine.

Ces coopératives locales d'exploitants de bois pourraient en outre assurer une surveillance plus permanente et plus proche de massifs situés dans leur espace de vie et limiter ainsi les intrusions des voleurs de bois organisés qui déposent actuellement en forêt des équipes de scieurs (les scies à main font peu de bruit) et qui reviennent ensuite chercher en camion les chargements de bois de chauffe dérobés.

² Par rapport aux besoins réels et exprimés de ces populations.

³ Plutôt des filières d'élevage que des filières pastorales toujours plus extensives. Dans ces deux domaines c'est sur l'aval de filières qu'il faut d'abord intervenir pour modifier la demande aux éleveurs ou aux pasteurs.

Les coopératives forestières locales d'exploitation du bois énergie un élément essentiel de la gestion durable des forêts dans la province d'Ifrane

La mise en place de ces coopératives apparaît comme un des trois éléments indispensables à la gestion durable des forêts du Moyen Atlas. En effet la création de ces coopératives est une demande forte des populations. Dans le cadre actuel où les ressources forestières sont toutes exploitées par des entreprises d'exploitation forestière sous contrat, ces populations sont de facto privées de l'exercice de leurs droits d'usage de récolte de bois de chauffe pour leur usage personnel. En effet ces entreprises adjudicataires des coupes de bois d'œuvre, de bois de service et de bois de chauffe, récoltent tout le bois y compris le bois mort. Les populations locales sont donc contraintes à aller exploiter plus ou moins en fraude du bois de chauffe dans la forêt puisque ce produit est pour elles un produit de première nécessité pour la cuisine et pour le chauffage des habitations en hiver. Ne pas créer ces coopératives c'est laisser se développer cette exploitation illicite rendue inéluctable par les nécessités de la survie quotidienne et dont aucune répression forestière ne saurait venir à bout.

Le bois de chauffe, une recette marginale pour le revenu des communes et un revenu essentiel pour les populations locales dans les douars de ces mêmes communes

Dans la province d'Ifrane le bois de chauffe représente annuellement une récolte de l'ordre de 40 000 stères qui sont vendus à 100 Dh le stère. La recette totale du bois de chauffe pour l'ensemble des communes de la province d'Ifrane s'élève donc annuellement à environ 4000 000 Dh. **Cette recette ne représente que 18 % des 22 millions de Dh qui sont le total des recettes forestières des communes de la province d'Ifrane.** Pourtant ces 4000 000 Dh représenteraient pour les paysans membres de ces coopératives forestières locales d'exploitation du bois énergie des revenus réguliers dont ils manquent cruellement. Ils ont besoin de ce bois de chauffage mais ils ont encore plus besoin des emplois et des revenus de son exploitation dont les entreprises adjudicataires les privent en ayant recours à leurs propres salariés venus de l'extérieur.

Il est donc recommandé à la puissance publique de réserver l'exploitation du bois de chauffe aux coopératives locales d'exploitation forestière du bois énergie.

Les actions à proposer selon des opportunités locales et l'appui à l'intensification de l'élevage

- Développer dans certaines zones (hors du futur parc national et pour une large part dans les espaces sylvo-pastoraux hors du domaine forestier privé de l'Etat) des **coopératives locales de gestion et de développement cynégétique**. Ces coopératives pourraient dans certains cas développer ultérieurement, à échéance plus ou moins rapprochée, des activités d'élevage de gibier : perdrix, faisans, etc.
- Sur la base des futures études de définition des parcours d'écotourisme développer sur certains sites identifiés des **coopératives locales de productions artisanales** (basées pour une large part sur le travail des femmes, mais aussi des hommes pour certains produits) à proposer aux touristes lors de leur passage.
- Développer dans certaines zones identifiées sur la base des études des filières des produits forestiers non ligneux en cours de réalisation par SOGREAH des **coopératives de cueillette, de conditionnement et de commercialisation des divers types de produits forestiers non ligneux** disponibles dans les forêts du domaine privé de l'Etat.

Les coopératives locales de pépinières forestières et les coopératives locales de plantation forestière

Modifier les conditions de réalisation des actions de plantation forestière dans les forêts du domaine privé de l'Etat :

- Développer la production de plants forestiers sur les zones de plantation par des **coopératives de pépinières forestières** (basées sur l'essentiel sur les femmes) en instaurant l'achat des plants non plus départ pépinière mais rendu bord de parcelle de plantation (ce qui favorisera ipso facto les producteurs locaux dans toutes les zones difficiles d'accès).
- Développer et généraliser les actions de plantation forestières par des **coopératives de plantation forestière** (basées là encore pour l'essentiel sur les femmes) sur la base de contrats de gré à gré avec ces coopératives.

***Faire des populations locales et en particulier des femmes,
les jardiniers de la forêt et les rémunérer pour cela***

- Proposer sur la base des résultats des études des filières d'élevage en cours de réalisation par SOGREAH, des actions pilotes d'intensification des filières d'élevage « par l'aval⁴ » :
 - Réalisation d'**opérations pilotes de stabulation des troupeaux** (bovins, ovins, caprins) : Ces actions pilotes devraient être présentées comme reproductibles y compris par des investisseurs privés ou individuels. Sur la base des réalisations pilotes, les candidats devraient bénéficier d'un appui du projet pour le montage de leur projet, ce qui faciliterait aux candidats l'obtention d'un crédit auprès des organismes financiers compétents.
 - Mise en place de **coopératives de transformation des produits de l'élevage** (par les femmes, le plus souvent), par exemple préparation de fromages, etc.
 - Mise en place de **groupements ou de coopératives de diversification du petit élevage** (poulets, canards, lapins, etc.) et d'**apiculture** :
 - Mise en place de **coopératives ou de groupements d'éleveurs – sélectionneurs** encadrés et appuyés (subventions) par l'Etat à travers l'ANOC. Il pourrait y avoir un groupement au niveau de chaque fraction ou de chaque MACHIAKHA et ces groupements pourraient être regroupés en une ou plusieurs coopératives. Chacun de ces groupements bénéficierait donc de l'appui d'un moniteur et d'un aide-moniteur, sous la supervision d'un animateur dans chaque zone.
 - Mise en place de **coopératives d'engraissement de petits ruminants** pour commercialiser dans les meilleures conditions possibles les animaux produits dans le cadre d'un élevage intensifié et selon les méthodes les plus valorisantes.
 - Ces propositions ne pourront être formulées de façon précise et donc transmises aux populations que lorsque le résultats détaillés des études des filières des productions animales et d'élevage seront disponibles. Ces études réalisées par SOGREAH sont actuellement en cours.
- 82. Le point commun de conception de toutes ces propositions réside dans le souci de développer des activités locales forestières ou péri-forestières génératrices de revenus au profit des différentes catégories sociales des populations rurales sur une base locale la plus transversale possible. Il serait souhaitable qu'à plus ou moins long terme ces associations ou ces coopératives (ayant les mêmes activités) se coordonnent voire se regroupent dans un groupement professionnel pour régler ensemble certains problèmes communs comme par exemple celui de la commercialisation et de l'écoulement des produits. Dans cette optique le projet pourrait organiser annuellement pour chacune de ces activités une journée de coordination des coopératives locales. On pourrait envisager pour certains produits (produits de cueillette forestiers non ligneux, produits alimentaires, produits de l'artisanat, etc.) une labellisation par certificat d'origine, par garantie de produit biologique, etc. de façon à en favoriser la commercialisation
- 83. L'ensemble de ces activités proposées ont en commun d'être plutôt des actions d'appui organisationnel ou de formation plutôt que des travaux dont on peut confier la réalisation à des entreprises sur la base d'appel d'offres. Si l'on veut absolument procéder de la sorte sur la base de contrats par appels d'offres administratifs, il faut proposer ces appels d'offres plutôt à des bureaux d'études ou à des ONG du secteur social qu'à des entreprises locales de travaux.
- 84. Le recours à des appels d'offres quels qu'ils soient présente en outre un inconvénient majeur par rapport aux demandes exprimées lors du diagnostic participatif. Les entreprises contractantes qui gagnent ces appels d'offres ne recourent que très exceptionnellement (lorsqu'elles ne peuvent pas l'éviter) à l'embauche temporaire de personnel local pour l'exécution des tâches ou travaux à exécuter. Or la demande d'emplois locaux à l'occasion des travaux qu'ils soient agricoles, pastoraux ou forestiers est générale.

L'opportunité d'une intervention conjointe avec l'ADS

85. Dans ces conditions, l'existence de l'ADS, l'agence de Développement Social située à Fes et les contacts d'ores et déjà noués par la cellule du projet avec cette agence publique ouvrent pour le projet des perspectives très intéressantes et d'importance majeure. L'ADS devrait devenir rapidement un partenaire permanent du projet pour la mise en œuvre de ses actions dans le cadre du partenariat avec les populations pour améliorer la gestion des forêts et des parcours et pour contribuer au développement économique local et à la réduction de la pauvreté.

⁴ On préférera développer l'intensification de l'élevage par l'aval de la filière plutôt que par l'amont (par des plantations fourragères par exemple). Intensifier par l'aval, c'est développer les productions à plus forte valeur ajoutée qui vont transformer la demande du marché et obliger par la loi de l'offre et de la demande les producteurs à s'adapter aux évolutions de la demande.

86. Les missions confiées par l'Etat à cette agence recouvrent très largement l'éventail des actions structurelles d'appui organisationnel qui doivent permettre au projet d'atteindre ses objectifs stratégiques rappelés plus haut. D'autant plus que cette agence intervient auprès des populations en leur « faisant faire directement par elles-mêmes » plutôt qu'en « faisant à leur place ».
87. Par ailleurs, la mise en place d'un partenariat formalisé et permanent entre la cellule du projet (l'administration des Eaux et Forêts) et l'ADS, présenterait pour le projet un certain nombre d'avantages importants susceptibles de l'aider fortement pour la réalisation de ses objectifs stratégiques
- D'une part, ce partenariat entre deux institutions administratives serait particulièrement simple à organiser. Un simple contrat cadre, sans procédure d'appel d'offres avec de simples lettres de commande spécifique pour chaque action à réaliser. Les équipes de la cellule du projet seraient moins obligées de courir après les urgences.
 - D'autre part les thèmes des interventions de l'ADS coïncident largement avec les objectifs des actions d'appui organisationnel et de formation susceptibles de concourir à des évolutions structurelles des modes d'utilisation et de gestion des ressources naturelles pastorales et forestières.
 - Enfin, les modalités des interventions de l'ADS permettraient de répondre positivement de façon quasi systématique aux demandes d'emploi local, même pour la réalisation de travaux comme les séguis, les pistes, l'épierreage, ou les autres travaux confiés jusqu'à présent à des entreprises sur la base de lourds appels d'offres.
88. Le consultant recommande donc fermement que la cellule du projet, comme l'administration provinciale des Eaux et Forêts saisisse sans délai cette opportunité exceptionnelle de simplifier les tâches de l'équipe et de rendre l'intervention du projet plus efficace et mieux adaptée à ses objectifs stratégiques.

Modalités proposées de mise en œuvre de la démarche contractuelle : vers l'intervention d'un médiateur

39. Le consultant avait évoqué lors d'une de ses précédentes missions la perspective d'un recours possible à un médiateur pour faciliter le processus de négociation lors de la phase délicate de préparation et de discussion des contrats avec les populations. L'identification d'un ou plusieurs possibles médiateurs avait été envisagée comme un préalable nécessaire pour envisager recourir à cette solution.
40. Le besoin de l'intervention d'un tel médiateur risque de s'avérer indispensable pour aboutir à des contrats viables mettant en place des coopératives ou groupements de gestion sylvo-pastorale regroupant en leur sein à la fois des ayant droits et des non ayant droit. Il devient donc urgent que le projet recherche de potentiels médiateurs conjuguant en une même personne les différentes qualités indispensables à l'exercice d'une médiation réussie :
- Une probité et une honorabilité reconnue par tous.
 - Un âge suffisant et une réussite personnelle (plus morale que financière) exemplaire qui le rende respectable à la fois aux yeux des populations, des autorités et de la population.
 - Des qualités d'écoute, de bon sens et le sens de la mesure.
 - Une absence totale d'intérêts personnels ou familiaux, économiques ou autres dans la province.
1. Le consultant recommande que l'intervention d'un médiateur soit sérieusement envisagée par le projet et que le ou les médiateurs potentiels soit (ent) identifié (s) d'urgence.

Préparer la conduite des négociations des contrats par des actions de formation

2. Le consultant propose que des actions de formation des membres de la cellule et des équipes des pôles du projet soient définies et engagées au plus tôt sur les techniques de la négociation, sur la médiation, la contractualisation.
3. L'assistance technique pourrait élaborer dans un délai d'un mois une proposition à ce sujet.

PROPOSITIONS POUR ELABORER LES DIFFERENTES COMPOSANTES DU PLAN DE COMMUNICATION DU PROJET

1. Le consultant a été sollicité pour contribuer à l'élaboration du plan de communication du projet. Les objectifs prioritaires de la communication du projet ont été précisés à cette occasion
- a) Communication en direction des décideurs institutionnels et de la hiérarchie du projet.
 - b) Communication en direction des institutions partenaires du projet : communes, autres administrations au niveau provincial, etc.
 - c) Communication en direction des populations rurales locales partenaires du projet.
 - d) Communication en direction du grand public et des médias.
 - e) Communication en direction des visiteurs scientifiques.
 - f) Communication en direction des établissements scolaires et des élèves.

95. Ces priorités et la diversité des cibles à atteindre imposent de sérier la définition et la mise en œuvre des différentes composantes du plan de communication du projet. Le consultant propose ci-dessous une première ébauche de ce plan de communication. Il se décompose en actions de communications différentes adaptées selon les cibles et selon les messages à transmettre.
96. Il convient d'engager au plus tôt les premiers travaux pour mettre en œuvre dans des délais raisonnables ce plan de communication.

Préparer les actions de communication en direction des décideurs institutionnels et de la hiérarchie du projet

97. Les actions de communication en direction des décideurs institutionnels et de la hiérarchie du projet seront construites en deux étapes :
- D'abord, par la préparation de fiches techniques et de brochures. Ce sera à la cellule du projet d'élaborer avec l'appui de l'assistance technique le contenu technique des messages à faire passer. Par contre il sera indispensable de sous-traiter la mise en forme communicationnelle de ces fiches et brochures à une agence de communication.
 - C'est sur la base du contenu technique des documents préparatoires à l'élaboration des fiches techniques et des brochures que la préparation d'un site internet spécifique au projet pourra être mise en chantier et réalisée. Là encore un appui professionnel sera utile, voire indispensable pour finaliser cette réalisation.
98. La cellule du projet peut donc d'ores et déjà engager la préparation du contenu technique des fiches et brochures. Une prochaine mission de l'assistance technique pourrait examiner ces premières propositions de la cellule et contribuer à les valider, à les compléter ou à les améliorer pour faire avancer aussi rapidement que possible ce dossier.

Préparer les actions de communication en direction des institutions partenaires du projet : communes, autres administrations au niveau provincial, etc.

99. De même la cellule du projet peut engager des travaux préparatoires pour constituer les bases techniques des messages envisagés en direction des institutions partenaires du projet au niveau provincial : communes et administrations diverses. C'est sur la base de cette préparation technique que les différentes actions de communication à conduire pourront être engagées avec l'appui d'une agence de communication qui apportera sa compétence communicationnelle pour une mise en forme efficace des messages en fonction des différents canaux et vecteurs choisis.

Les différentes actions composant le plan de communication du projet en fonction des cibles visées

<i>Cibles Actions</i>	<i>Décideurs institutionnels et hiérarchie du projet</i>	<i>Institutions partenaires du projet : communes, etc.</i>	<i>Populations rurales partenaires du projet</i>	<i>Médias et grand public</i>	<i>Visiteurs scientifiques</i>	<i>Etablissement s scolaires, enseignants et élèves</i>
<i>Site internet du projet</i>	Oui			Oui	Oui	
<i>Brochures et fiches techniques</i>	Oui	Oui		Oui	Oui	Oui
<i>Campagne radio locale</i>		Oui	Oui			Oui
<i>Campagne fêtes locales</i>		Oui	Oui			Oui
<i>Conférences et présentations power point</i>	Oui	Oui		Oui	Oui	Oui
<i>Film documentaire</i>	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Actions à réaliser pour mettre en œuvre le plan de communication du projet

Actions	Site internet (si réalisation directe)	Brochures et fiches techniques	Campagne radio locale	Campagne fêtes locales	Conférences et présentations power point	Film (s) documentaire (s)
Etapes techniques et acteurs	Document technique	Document technique et conception des messages	Document technique et conception des messages	Document technique et conception des messages	Document technique et conception des messages	Définition des objectifs de communication
	Plan du site	Conception de l'architecture des fiches et des brochures	Conception de la campagne et choix des supports (message, publicité, feuilletton, etc.)	Conception de la campagne et choix des opérateurs et des supports (message, théâtre, etc.), contractualisation	Conception de l'architecture des conférences et des présentations power point	Choix d'une agence de communication et contractualisation
	Choix des photos et illustrations	Conception de chaque fiche : objectifs, messages, plan. etc.	Choix opérationnel préparation directe par le projet ou choix d'un opérateur et contractualisation	Mise en forme communicationnelle et préparation du projet	Mise en forme des conférences et des présentations power point	Elaboration d'un projet par l'agence de communication. discussion, validation du projet final
	Réalisation du site et des liens et mise en place sur internet	Mise en forme communicationnelle	Si contractualisation, réalisation du projet d'émissions et validation	Réalisation des animations festives	Présentation des conférences et animation des débats	Réalisation du projet de film par l'agence de communication
		Elaboration des projets avant « bon à tirer », corrections et validation. bon à tirer	Emissions radiophoniques			Visualisation du projet et adaptation. validation du film final
		Edition des brochures et fiches				Diffusion du film par divers canaux (télévision, projections, conférences, etc.)
		Diffusion				

PROGRAMME DE TRAVAIL DU PROJET ET PROCHAINE INTERVENTION DU CONSULTANT

100. La prochaine intervention du consultant est envisagée pour apporter un appui au processus de contractualisation. Elle pourrait intervenir en juillet ou septembre 2004.
101. Le programme de travail de l'équipe du projet concernant les thèmes abordés dans ce rapport (diagnostic participatif, contractualisation, communication) permettent d'envisager le calendrier indicatif présenté ci-dessous.

Périodes	Actions à réaliser par le projet
Avril à fin juin 2004	Restituer les résultats du diagnostic participatif aux communes et aux populations
	Identifier un ou des médiateur (s) potentiel (s)
	Lancer la réalisation du programme 2004 avec l'ADS et avec l'appui de la sociologue
	Préparer les avant-projets de contractualisation pour les 20 contrats
	Préparer les documents techniques de la campagne de communication
Juillet 2004	Finaliser les avant-projets de contrat pour les 20 négociations à venir
	Organiser les formations préparatoires à la négociation
	Contractualiser avec une agence de communication pour la finalisation des premières fiches et brochures
Août 2004	Congés
Septembre à décembre 2004	Lancer et conduire la négociation des 20 contrats avec l'appui du ou des médiateurs
	Diffuser les premières fiches et brochures de communication du projet
Janvier à mars 2005	Conclure les premiers des 20 contrats
	Poursuivre la mise en œuvre du plan de communication

102. Par ailleurs, les interventions complémentaires de la sociologue marocaine Mme Rkya Aït Hsaine pourrait être envisagée en appui des équipes des pôles pour la mise en œuvre des réalisations du programme 2004 en contractualisation entre le projet et l'ADS. La sociologue interviendrait alors en appui aux équipes des pôles et aux équipes d'ADS.
103. Mme Aït Hsaine pourrait à cet effet réaliser une intervention de 2 à 3 semaines.



الاستراتيجية الوطنية للبيئة والغابات ومعاريف التنمية
Nouvel Engagement avec l'Environnement, les Forêts et la Lutte Contre la Désertification

PROJET D'AMENAGEMENT ET DE PROTECTION DES MASSIFS FORESTIERS DE LA PROVINCE D'IFRANE

4ème APPUI METHODOLOGIQUE A L'INTERVENTION DU PROJET PAR L'APPROCHE PARTICIPATIVE, LA PLANIFICATION CONCERTEE ET LA DEMARCHE CONTRACTUELLE

Annexes

Rapport de la mission réalisée du 25 mars au 2 avril 2004

par Alain BERTRAND,

consultant socio-économiste en approche participative

Groupement Cirad-forêt / FRM / Maroc Développement

ANNEXES

ANNEXE 1 : PROGRAMME DE LA MISSION

<i>Dates</i>	<i>Activités</i>
24 mars 2004	Arrivée à Rabat
25 mars 2004	Voyage Rabat – Azrou (arrivée à 8h30) Discussion avec MM. Mohamed TIGMA et Gilles MILLE Etablissement du programme de travail et du calendrier de la mission Etude des rapports de l'approche participative
26 mars 2004	Etude des rapports de l'approche participative
27 mars 2004	Etude des rapports de l'approche participative
28 mars 2004	Etude des rapports de l'approche participative
29 mars 2004	Etude des rapports de l'approche participative & concertation pour préparer le processus de contractualisation des actions.
30 mars 2004	Etude des rapports de l'approche participative & concertation pour préparer le processus de contractualisation des actions.
31 mars 2004	Finalisation du rapport provisoire de synthèse du diagnostic participatif avant transmission au Gouverneur de la province d'Ifrane.
1 ^{er} avril 2004	Remise du draft de l'aide-mémoire pour discussion et validation. Préparation de la présentation PowerPoint de synthèse du diagnostic participatif et de préparation à la contractualisation.
2 avril 2004	Présentation de la synthèse du diagnostic participatif A 18H30 Voyage Azrou – Rabat
3 avril 2004	Voyage Rabat – Paris – Montpellier

ANNEXE 2 : PROPOSITION DE TERMES DE REFERENCE POUR L'ETUDE COMPLEMENTAIRE DES FILIERES DES PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX

ETUDE POUR OPTIMISER L'UTILISATION DES RESSOURCES FORESTIERES NON LIGNEUSES :

Valorisation des PFNL : Aubépine, champignons, lichens, miel, etc., et amélioration des filières commerciales

Contexte du projet

La forêt du Moyen Atlas est un des fleurons forestiers du Maroc. Les massifs de la province d'IFRANE, plus particulièrement, présentent une grande diversité biologique et sont l'objet de productions et d'usages multiples. Leur préservation par une gestion durable est donc primordiale.

Le "projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane" a comme objectif de " gérer et exploiter de manière rationnelle le massif forestier d'Ifrane et ses zones périphériques, en concertation avec les populations riveraines et dans le sens de leurs intérêts, tout en préservant l'environnement et la biodiversité."

La composante "Forêts et produits forestiers non ligneux" a donc pour but "d'optimiser la gestion de la forêt dans la multiplicité de ses fonctions et de ses usages et en intégrant en particulier ses fonctions de production de produits forestiers non ligneux. Elle se basera plus particulièrement sur l'étude d'aménagement des forêts et des parcours collectifs de la province qui fournira les principaux outils forestiers de gestion pour le futur des ressources forestières non ligneuses. Cet outillage forestier de gestion doit être complété par l'identification d'instruments de gestion économiques (fiscaux ou parafiscaux), institutionnels, réglementaires qui permettront à l'avenir d'orienter l'intervention des opérateurs privés et des autres acteurs, et de faire évoluer les filières vers une meilleure valorisation des ressources et vers la modernisation du secteur.

Informations fournies par l'étude d'aménagement

Pour alimenter les réflexions sur les enjeux et les orientations de la gestion forestière, des études socio-économiques par filière seront entreprises dans le cadre de cette étude. Elles concernent en particulier les filières des produits forestiers non ligneux (aubépine, lichens, champignons, miel, etc.), pour lesquelles les résultats suivants sont attendus :

- Les flux de produits, les marchés et les modes de consommation,
- l'analyse économique des chaînes de production, les conditions de mise en marché, les structures des prix, l'identification des acteurs,
- les nœuds de pouvoir et les stratégies des diverses catégories d'acteurs.

Cette base de données constituera une première assise fondamentale pour la gestion concertée à objectifs multiples des massifs forestiers. Elle doit, néanmoins être complétée par des informations collectées plus en aval des filières, par une structuration des schémas directeurs provinciaux de développement des PFNL et par une relation aux marchés (national et à l'exportation) de ces divers PFNL.

OBJECTIFS DE LA PRESENTE ETUDE.

Cette étude a pour but de rassembler toutes les données sur les filières des produits ligneux des forêts et d'apporter des éléments de stratégie d'amélioration de la gestion concertée des ressources tant au niveau de la production qu'au niveau de la transformation et des utilisations des PFNL.

TACHES A EXECUTER

– Synthèses.

Dans une première étape, le titulaire reprendra, pour chaque PFNL :

- les données récoltées par l'étude d'aménagement,
- les informations existantes dans d'autres études pertinentes,
- les bilans des expérimentations entreprises dans les appuis aux différentes filières.

Il en rédigera des synthèses qui, chacune, feront office de chapitre d'introduction dans les rapports finaux relatif à chaque PFNL.

Les autres tâches sont détaillées ci-après par thématique.

2 – Valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL)

Les résultats obtenus par l'étude d'aménagement confirmeront qu'il y a, avec ces filières de PFNL, des potentialités d'augmentation de revenus non négligeables pour les populations rurales. Il est donc indispensable de chercher tous les moyens possibles pour en favoriser la structuration et la rationalisation. L'étude à prévoir doit donc aborder à ce sujet les points suivants :

- Identifier les produits et les filières les plus importantes (socialement et/ou économiquement) et/ou les plus rentables dans un premier temps,
- Identifier les contraintes au développement de chacune de ces diverses filières en les hiérarchisant.
- Rechercher dans les projet de développement terminés (Oued Sebou, etc.) ou en cours (DRI-GRN, Chefchaouen, Khenifra, etc.) les résultats positifs de développement des filières des PFNL et en tirer des enseignement pour la Province d'IFRANE,
- Analyser sur la base des structures des prix fournies par l'étude d'aménagement les possibilités et les contraintes d'une meilleure valorisation des PFNL au niveau des ramasseurs ou des producteurs primaires de ces différents produits.

3 – Optimisation de l'exploitation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL)

Les données fournies par l'étude d'aménagement devront donner une image complète de chacune des filières des PFNL (formelle et/ou informelle). Sur cette base, la présente étude :

- évaluera la méthodologie d'étude des filières et en adaptera un modèle répliquable,
- développera la connaissance des facteurs de l'évolution de la filière informelle vers les activités formelles,
- élaborera un schéma directeur concerté d'exploitation de la province d'Ifrane (concernant essentiellement les villes d'Ifrane et d'Azrou) pour chaque PFNL,
- évaluera la faisabilité du transfert de la gestion de ressources spécifiques concernant ces divers PFNL vers les collectivités rurales, notamment pour l'application des schémas directeurs.

Il conviendra en outre de réaliser les investigations nécessaires pour répondre aux besoins ci-dessous :

- Analyser plus en aval les possibilités de développement ou de création de marché, tant au plan national qu'international.
- Analyser les possibilités de transformation locale, artisanale ou semi industrielle,
- Elaborer des scénarios de développement spécifiques avec les impacts, écologiques et socio-économiques.
- Vérifier la cohérence de ces filières avec les plans d'aménagement.

ANNEXE 3 : PROPOSITION DE TERMES DE REFERENCE POUR L'ETUDE COMPLEMENTAIRE DES FILIERES DES PRODUITS FORESTIERS LIGNEUX

ETUDE POUR OPTIMISER L'UTILISATION DES RESSOURCES FORESTIERES LIGNEUSES :

Bois d'œuvre, bois de service, bois énergie et amélioration des systèmes énergétiques

CONTEXTE DU PROJET

La forêt du Moyen Atlas est un des fleurons forestiers du Maroc. Les massifs de la province d'IFRANE, plus particulièrement, présentent une grande diversité biologique et sont l'objet de productions et d'usages multiples. Leur préservation par une gestion durable est donc primordiale.

Le "projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane" a comme objectif de " gérer et exploiter de manière rationnelle le massif forestier d'Ifrane et ses zones périphériques, en concertation avec les populations riveraines et dans le sens de leurs intérêts, tout en préservant l'environnement et la biodiversité."

La composante "Forêts et bois de chauffe" a donc pour but "d'optimiser la gestion de la forêt dans ses fonctions de production de bois d'œuvre et d'énergie". Elle se basera plus particulièrement sur l'étude d'aménagement des forêts et des parcours collectifs de la province qui fournira les principaux outils forestiers de gestion pour le futur des ressources forestières et pastorales. Cet outillage forestier de gestion doit être complété par l'identification d'instruments de gestion économiques (fiscaux ou parafiscaux), institutionnels, réglementaires qui permettront à l'avenir d'orienter l'intervention des opérateurs privés et des autres acteurs, et de faire évoluer les filières vers une meilleure valorisation des ressources et vers la modernisation du secteur.

INFORMATIONS FOURNIES PAR L'ETUDE D'AMENAGEMENT

Pour alimenter les réflexions sur les enjeux et les orientations de la gestion forestière, des études socio-économiques par filière seront entreprises dans le cadre de cette étude. Elles concernent plus particulièrement les filières des produits forestiers ligneux (bois d'œuvre, bois de service, bois énergie), pour lesquelles les résultats suivants sont attendus :

- Les flux de produits, les marchés et les modes de consommation,
- l'analyse économique des chaînes de production, conditions de mise en marché, structure des prix, l'identification des acteurs,
- les nœuds de pouvoir et les stratégies des diverses catégories d'acteurs.

Cette base de données constituera une première assise fondamentale pour la gestion concertée des massifs forestiers. Elle doit, néanmoins être complétée par des informations collectées plus en aval des filières, par une structuration des schémas directeurs d'approvisionnement en bois énergie et par une relation au marché national du bois d'œuvre

OBJECTIFS DE LA PRESENTE ETUDE.

Cette étude a pour but de rassembler toutes les données sur les filières des produits ligneux des forêts et d'apporter des éléments de stratégie d'amélioration de la gestion concertée des ressources tant au niveau de la production qu'au niveau de la transformation et des utilisations. Elle se subdivisera en trois composantes

- le bois de service et bois énergie : compléments, organisation et synthèse des données, modèle de schéma directeur concerté d'approvisionnement des centres urbains,
- l'amélioration des rendements énergétiques : carbonisation, promotion de systèmes économes, potentialités de substitution

- le bois d'œuvre : atouts et contraintes de la filière au plan provincial et en rapport avec le marché national et international, propositions pour l'appui aux améliorations techniques et économiques.

TACHES A EXECUTER

1 – Synthèses.

Dans une première étape, le titulaire reprendra, pour chacune des composantes :

- les données récoltées par l'étude d'aménagement.
- les informations existantes dans d'autres études pertinentes,
- les bilans des expérimentations entreprises dans les appuis aux différentes filières.

Il en rédigera des synthèses qui, chacune, feront office de chapitre d'introduction dans les rapports finaux des trois composantes.

Les autres tâches sont détaillées ci-après par thématique.

2 – Les productions de bois de service et bois énergie.

Les données fournies par l'étude d'aménagement donnent une image complète de la filière bois énergie (formelle et informelle) et sur les besoins actuels en bois de service. Sur cette base, la présente étude :

- évaluera la méthodologie d'étude de la filière et en adaptera un modèle répliquable.
- développera la connaissance des facteurs de l'évolution de la filière formelle vers les activités informelles.
- identifiera les voies institutionnelles pour un rétablissement légal en concertation avec les différents acteurs.
- élaborera un schéma directeur concerté, modèle, d'approvisionnement de la province d'Ifrane (concernant essentiellement les villes d'Ifrane et d'Azrou) en bois énergie et en donnera les modalités de répliquabilité de cette méthode.
- évaluera la faisabilité du transfert de la gestion de ressources spécifiques en bois énergie vers les collectivités rurales, notamment pour l'application des schémas directeurs.
- évaluera succinctement l'évolution possible des besoins en bois de service et proposera des orientations sur l'organisation de centres d'approvisionnement.

3 – Carbonisation et promotion de systèmes énergétiques économes

La gestion durable des ressources ligneuses passe également par une utilisation soutenue, donc économe de la matière première au stade de la transformation, donc par une optimisation des rendements

Λ Carbonisation

Les données déjà connues dans le domaine de la carbonisation montrent que les techniques sont restées archaïques et surtout que les rendements matière sont très faibles, dépassant rarement 10 à 15 %. Dans ce cadre, l'étude portera sur :

- une identification de professionnels cibles pour des essais de pratiques améliorées,
- la mise en place avec les précédents, d'essais de nouvelles techniques pour meules et fours et formation pour capitalisation des expériences,
- analyse, avec les participants, des résultats et des impacts potentiels sur l'économie des acteurs et du processus, mise en évidence des facteurs favorables de diffusion et des contraintes,
- l'identification des actions à mener pour la modernisation progressive des micro-entreprises de carbonisation pour améliorer leur insertion dans le secteur formel.
- Proposer des améliorations du cadre institutionnel, réglementaire et fiscal de la gestion publique de cette filière pour identifier les instruments économiques incitatifs à mettre en place et susceptibles de soutenir durablement l'amélioration des pratiques des acteurs de la filière.
- formation d'au moins deux artisans pour la fabrication des fours,
- étude des potentialités de production et d'utilisation d'autres produits de la carbonisation,
- élaboration de recommandations pour le renforcement technique et économique du secteur charbonnier

Λ Promotion de systèmes énergétiques modernes et économes

L'utilisation directe du combustible ligneux fait également l'objet de rendements énergétiques très faibles et de gaspillage. Les pratiques ménagères, chauffage et cuisson, comme les pratiques commerciales, hammams et fours de boulangers ne sont guère évolutives. Les besoins dépassent toujours la production, actuellement admise. Là encore l'amélioration des rendements doit être un élément durable. Pour ce faire l'étude :

- Définira les techniques à promouvoir en fonction de résultats acquis dans des conditions similaires et en fonction des types de combustibles et d'utilisation : foyer domestiques, fours commerciaux.
- Définira des publics cibles en fonction des informations données par le diagnostic participatif, pour la mise en place d'essais ménagers et commerciaux.
- Identifiera les artisans en mesure de fabriquer les éléments choisis et proposera des modes de contractualisation.
- Fournira les éléments d'une campagne de communication en faveur des économies d'énergie et de diffusion des systèmes améliorés.
- Fournira une méthodologie d'analyse technique et économique des résultats des essais.

4 – La production de bois d'œuvre

La production de bois d'œuvre de cèdre est une niche économique très importante pour le pays. Toute possibilité d'économie en matière première est donc précieuse et rejaillira sur la préservation du capital sur pied.

L'outil "industriel" d'exploitation et de première transformation du bois d'œuvre de cèdre est particulièrement vétuste. Le matériel est généralement obsolète, la technicité des acteurs est réduite et la gestion des entreprises est sommaire. Sur la base des données filière fournies par l'étude d'aménagement, les tâches présentes consisteront donc à :

- Elaborer avec l'ensemble des catégories des acteurs de la filière un schéma directeur provincial de la province d'Ifrane concerté d'approvisionnement des utilisateurs en bois d'œuvre de cèdre.
- Identifier les facteurs de blocage du développement (technique, économique) des entreprises.
- Identifier les processus d'amélioration possibles : techniques, économiques, institutionnels.
- Proposer sur la base des résultats de l'étude la Caisse de Dépôts et Gestion des améliorations du cadre institutionnel, réglementaire et fiscal de la gestion publique de cette filière pour identifier les instruments économiques incitatifs à mettre en place et susceptibles de soutenir durablement l'amélioration des pratiques des acteurs de la filière.
- Identifier deux entreprises cibles pour tester les processus d'amélioration, de formation et de partenariat avec le projet.
- Fournir des contenus de formation, au niveau des dirigeants et des "techniciens".

5 – Informations complémentaires

La dispersion de l'habitat et ses fréquentes difficultés d'accès empêche une alimentation rationalisée en énergie électrique à partir du réseau national. Une réflexion doit donc être entamée pour mettre en relation des besoins répondant à des objectifs de développement localisés et des possibilités de fourniture d'énergie électrique à petite échelle en utilisant la biomasse. Pour évaluer le potentiel pour un tel programme d'électrification rurale, une lourde étude de faisabilité devra être conduite.

En prémices, la présente étude s'attachera, au sein d'une commune ou fraction identifiée en accord avec la cellule du projet et en recherchant une synergie avec les besoins d'amélioration technique de la transformation locale de bois d'œuvre, à :

- Evaluer les besoins à court terme en énergie électrique en fonction des objectifs de développement de la collectivité.
- Identifier les sources possibles d'approvisionnement en biomasse utile pour le processus de production d'énergie en question.
- Evaluer les potentialités de production locale de suppléments de biomasse utilisables
- Identifier les atouts et contraintes de la législation actuelles et donner des orientations pour éventuellement stimuler ce type de production d'énergie.
- Tester la réceptivité des populations locales et des tutelles à cette production.

ANNEXE 4 : PRESENTATION DU BILAN DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF EFFECTUEE A AZROU LE 2 AVRIL 2004



Bilan du diagnostic participatif et préparation de la contractualisation dans les massifs forestiers de la province d'Ifrane

*Les attentes des populations par
rapport au Projet d'Aménagement
des Massifs Forestiers de la
Province d'Ifrane*

Nécessité et justification du diagnostic participatif

- ▶ Lever l'antagonisme ancien entre les populations et l'administration des Eaux et Forêts
- ▶ Rendre possible et préparer la contractualisation des actions du projet en forêt et dans les parcours collectifs
- ▶ Pour répondre aux objectifs stratégiques du projet:

*Inverser les processus de dégradation en partenariat
avec les utilisateurs et par le développement
économique et la réduction de la pauvreté*

Les trois étapes du diagnostic participatif

- ▶ **Au niveau communal:**
 - Information & sensibilisation
 - Identification du niveau social pertinent (fraction ou sous fraction) et choix des douars modèles
- ▶ **Au niveau de chaque fraction (ou sous fraction ou groupe de fractions)**
 - Information et sensibilisation
 - Préparation
 - Concertation
- ▶ **De nouveau au niveau communal**
 - Concertation

Cirad-PRM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

3

Rappel des objectifs des deux premiers passages sur le terrain

- ▶ **Information-sensibilisation (premier passage):**
 - Apporter l'information préalable au niveau d'un douar modèle ou de la fraction et préparer le deuxième passage
 - Initier et appuyer le processus de concertation autonome des autres douars
 - Baser l'approche sur une démarche patrimoniale (tendances à long terme et limites du système actuel)
 - Faire exprimer par les populations leurs besoins prioritaires
- ▶ **Préparation (deuxième passage, préparatoire à l'atelier)**
 - Identifier les besoins exprimés
 - Analyser l'utilisation actuelle des ressources et de l'espace
 - Inciter les populations à discuter et à choisir leurs priorités pour l'atelier lors du troisième passage
 - Faire désigner des représentants pour l'atelier au niveau de la fraction

Cirad-PRM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

4

Bilan des deux premiers passages (1)

- Une journée de lancement au niveau provincial
- 40 actions d'information (premiers passages)
- 29 actions de préparation des ateliers au niveau des douars modèles (un par fraction ou par mouchiara)
- Une expérience nouvelle acquise par les équipes du projet
- Une connaissance plus précise des réalités sociales et des populations sur le terrain

Cirad-FRM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

5

Bilan des deux premiers passages (2) : principales observations

- Une forte méfiance quasi générale de la population vis-à-vis de l'administration forestière
- Le souvenir toujours présent d'anciennes « spoliations »
- Un a priori négatif et une méfiance par rapport aux projet
- Une assimilation entre le projet et le parc national en cours de mise en place
- La création du parc national est encore mal perçue par certaines populations, une action de communication doit être engagée pour mieux informer les populations
- Mais au fil des réunions certains sont surpris par la nouvelle approche. Intéressés, ils restent méfiants attendant de voir la suite et les réalisations concrètes

Cirad-FRM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

6

Bilan des deux premiers passages (3) : principales observations

- ▶ La crédibilité de la démarche participative du projet vis-à-vis des populations dépend au premier chef des pratiques de l'administration forestière sur le terrain
- ▶ Sur la zone d'intervention du projet, il apparaît indispensable que le programme annuel d'intervention de l'administration forestière soit cohérent avec celui du projet.
- ▶ Il est proposé que ces deux programmes figurent ensemble dans un document unique

Unité-Régionale Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Itala

Rappel des objectifs de l'atelier de concertation au niveau de la fraction

- ▶ Trier les demandes susceptibles d'être recevables
- ▶ Revoir la liste des demandes et attentes prioritaires définie par concertation interne en fonction du niveau des actions possibles du projet
- ▶ Examiner les propositions d'actions présentées par le projet
- ▶ Discuter les possibilités d'extension et de mise en commun à un niveau plus large
- ▶ Collecter des informations
- ▶ Enregistrer la désignation des représentants
- ▶ Initier la négociation du contrat à ce niveau

Unité-Régionale Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Itala

Le bilan des réunions de concertation dans les fractions lors du troisième passage

- Une atmosphère plus positive, favorable au partenariat: l'antagonisme ancien apparaît réversible, mais l'acquis positif actuel paraît encore fragile
- Un premier apprentissage réciproque de l'administration et des populations
- Des priorités et des demandes formulées par rapport aux activités du projet

Cirad-PRM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

9

La diversité des situations et des attentes des populations

- Des milieux naturels diversifiés et inégalement répartis entre:
 - Jbel et Azahgar
 - Forêt, melk et collectifs
 - Terres agricoles irriguées ou non
- Des populations plus ou moins directement et fortement concernées par:
 - La forêt,
 - La perspective de création du Parc National d'Ifrane
- Des attentes et des demandes différentes exprimées par les populations

Il faut faire du « sur mesure »

Cirad-PRM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

10

Les demandes et les attentes par rapport à la forêt

- ▶ 1/ *Elevage en forêt, organisation des parcours et amélioration des points d'eau: 32% des demandes*
- ▶ 2/ *Améliorer l'accès au Bois de feu: 16 % des demandes*
- ▶ 3/ *Plantations (agroforesterie et forestières) : 15% des demandes*
- ▶ 4/ *Pistes forestières : 13% des demandes*
- ▶ 5/ *Comités mixtes de surveillance des forêts et amélioration des rapports avec l'administration forestière: 10% des demandes*
- ▶ 6/ *CES & protections des forêts: 6% des demandes*
- ▶ 7/ *Emplois forestiers et activités de transformation: 4% des demandes*
- ▶ 8/ *Revoir la répartition des recettes forestières: 1% des demandes*
- ▶ 9/ *Vides labourables: 1% des demandes*

Les demandes et les attentes par rapport aux espaces de parcours

- ▶ 1/ *Gestion, organisation et amélioration des parcours: 39% des demandes*
- ▶ 2/ *Santé animale : 20% des demandes*
- ▶ 3/ *Intensification de l'élevage et alimentation du bétail: 13% des demandes*
- ▶ 4/ *Hydraulique pastorale: 12% des demandes*
- ▶ 5/ *Amélioration génétique et insémination artificielle: 3% des demandes*
- ▶ 6/ *Arbres et arbustes fourragers: 3% des demandes*

Les demandes et les attentes par rapport aux espaces agricoles

- ▶ **1/ Irrigation (seguia, puits, forages, barrages collinaires et réservoirs) : 27% des demandes**
- ▶ **2/ Intensification agricole et fourragère: 18% des demandes**
- ▶ **3/ Accessibilité (pistes rurales et ponts) : 16% des demandes**
- ▶ **4/ Epierrage: 15% des demandes**
- ▶ **5/ Plants fruitiers et arboriculture fruitière: 10% des demandes**
- ▶ **6/ Coopératives agricoles diverses: 10% des demandes**
- ▶ **7/ CES et déjubarage: 5% des demandes**

Cirad-FRM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

13

Les demandes et les attentes par rapport à l'organisation rurale et au cadre de vie

- ▶ **1/ Coopératives et associations : 46% des demandes**
- ▶ **2/ Création d'emplois: 16% des demandes**
- ▶ **3/ Formation et encadrement : 10% des demandes**
- ▶ **4/ Développement du tourisme: 10% des demandes**
- ▶ **5/ Equipement des douars: 6% des demandes**
- ▶ **6/ Améliorer l'accès au crédit: 5% des demandes**

Cirad-FRM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

14

A comparer avec les demandes prévues

- ▶ ***Les demandes fondamentales des populations non formulées comme actions prioritaires:***
 - L'accès au bois de chauffe
 - Le pâturage en forêt
- ▶ ***Le besoin d'emplois et de revenus au niveau local***
- ▶ ***Les demandes d'actions prioritaires: l'intensification agricole***
 - Les travaux d'épierreage
 - Les aménagements hydroagricoles: les seguia
 - L'ouverture de pistes d'accès
- ▶ ***Les demandes d'actions prioritaires: l'amélioration et la gestion des parcours collectifs:***
 - L'amélioration des parcours
 - L'hydraulique pastorale
 - La santé animale
 - Les cultures fourragères
- ▶ ***Les demandes d'actions prioritaires non recevables par le projet:***
 - La santé
 - L'école
 - L'électrification
 - L'assainissement
 - Etc.

Cirad-FRM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

15

Le programme de travail 2004 du projet et sa présentation aux populations

- ▶ Comme le programme 2003, des actions visibles, significantes, mais d'ampleur limitée
- ▶ Au-delà des programmes 2003 & 2004, le projet cherchera à focaliser son partenariat vers des évolutions plus structurelles pour répondre à ses objectifs et aux attentes principales de la population

Cirad-FRM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

16

Aller vers la contractualisation des actions forestières avec les populations rurales

- ▶ Commencer par la restitution des résultats du diagnostic participatif et annoncer la suite du processus vers un contrat et un partenariat durable
- ▶ Préparer soigneusement des projets de contrat en fonction de chaque situation locale et sur la base des études d'aménagement et des études économiques des filières
- ▶ Identifier un ou plusieurs médiateurs
- ▶ Former les équipes des pôles du projet à la négociation

Cirad-IFRM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

17

Préparer la phase de contractualisation

- ▶ Proposer la mise en place d'un contrat de longue durée:
 - Engageant les actions du projet sur 3 ans
 - Des actions réparties sur l'ensemble des espaces et des populations
 - Des priorités et une répartition en fonction du diagnostic participatif
- ▶ Le contrat serait signé au niveau de la gestion sociale coutumière des ressources et des espaces (selon les cas: tribu, fraction, sous-fraction)
- ▶ Les signataires seraient:
 - L'administration représentée par le Chef du service provincial des E&F
 - Les partenaires locaux:
 - ▶ Les Naïbs des terres collectives concernées
 - ▶ Les représentants des associations locales déjà créées
 - ▶ Les conseillers communaux élus qui se considéreront comme partie et garants du contrat
 - ▶ Le président du conseil communal qui engage officiellement la Commune
 - ▶ Le Caïd chef de l'annexe
- ▶ Le contrat est soumis à l'approbation du Haut Commissaire après visa du Gouverneur de la province

Cirad-IFRM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

18

Plan type d'un projet de contrat

- ▶ Les parties au contrat
- ▶ L'objet du contrat
- ▶ Durée du contrat et modalités de dénonciation
- ▶ Modalités de révisions périodiques des clauses techniques du contrat
- ▶ La mise en place de la cogestion sylvo-pastorale et la création d'une coopérative de gestion sylvo-pastorale
- ▶ Les actions d'intensification de:
 - La gestion forestière
 - L'élevage
 - L'agriculture
- ▶ Les actions d'appui organisationnel
- ▶ Les travaux d'investissement forestier, pastoral, agricole et collectif
- ▶ Le suivi et la mise en œuvre du contrat

Négocier 21 contrats

- | ▶ Communes | ▶ Structures coutumières |
|------------------|-------------------------------------|
| ▶ Aïn Leuh | ▶ 1/Tribu des Aït Mouli |
| ▶ Oued Ifrane | ▶ 2/Fract. Zaouia d'Ifrane |
| | ▶ 3/Fract. Aït Sidi Moussa Ou Lyass |
| | ▶ 4/Fract. Aït Bouhker |
| ▶ Sidi El Mahkfi | ▶ 5/Fract. Aït M'hamed Ou Lahcen |
| | ▶ 6/Fract. Aït Ouachi |
| | ▶ 7/Fract. Aït Meroual |
| ▶ Timahdit | ▶ 8/Fract. Aït Ben Hcine |
| | ▶ 9/Fract. Aït Hcine Ou Hand |
| | ▶ 10/Fract. Aït Ben Yaacoub |
| | ▶ 11/Fract. Aït M'hamed |

Négocier 21 contrats

- Communes
 - Ben Smim
 - Tigrigra
 - Dayed Aoud
 - Tizguit
- Structures coutumières
 - 12/Fract. Aït Arfa de Tigrigra
 - 13/Fract. Aït Faska
 - 14/Fract. Aït Hamou Ou Bouhou, Aït Yahya Ou Alla, Aït Kassou Ou Hadou
 - 15/Fract. Aït Alla
 - 16/Fract. EL Hajjaj
 - 17/Fract. Aït Idir
 - 18/Fract. Aït Daoud Ou Moussa
 - 19/Fract. Aït Hammad
 - 20/Fract. Zaouïa Sidi Abdessalam
 - 21/Fract. Aït Ourtindi

Cirad-FRM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

21

Centrer les propositions de contrats sur les objectifs stratégiques du projet

- Organiser chaque contrat autour de la cogestion globale et combinée des parcours et des espaces forestiers à travers des associations ou coopératives sylvo-pastorales:
- Lier gestion des terres collectives de parcours et légitimation techniquement contrôlée du pâturage en forêt

Inverser la tendance à la dégradation

Cirad-FRM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

22

Des propositions répondant aux attentes fondamentales des populations à généraliser :

Associations ou Coopératives locales de gestion sylvo-pastorale

- Passer d'une présence effective des troupeaux en forêt en délit avec des méthodes d'émondage préjudiciables à une légitimation de cette présence sur la base de règles contractuelles limitant les effets néfastes du pâturage en forêt
- Lier gestion des terres collectives de parcours (organisation des rotations temporaires de pacage), légitimation techniquement contrôlée du pâturage en forêt (et des techniques d'émondage) et organisation de l'accès aux intrants pastoraux par la création d'associations ou de coopératives locales de gestion sylvo-pastorales
- La création de ces associations ou coopératives permettrait de lever progressivement en préalable l'hypothèque des conflits entre ayant droits et non ayant droits

Unad-FRIM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

23

Organiser la périphérie des contrats autour des objectifs d'intensification des filières forestières, d'élevage et agricoles

- Proposer d'abord des actions organisationnelles de groupement de producteurs pour valoriser les ressources et intensifier les productions forestières, d'élevage (plutôt que pastorales) et agricoles
- Favoriser les actions impliquant des emplois locaux et créant des revenus

Unad-FRIM-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

24

Journées de collecte du bois de chauffe ou Coopératives locales d'exploitation du bois de chauffe

- ▶ Limiter strictement au bois d'œuvre et au bois de service les contrats d'exploitation avec des entreprises d'exploitation forestière
- ▶ Réserver aux coopératives forestières locales d'exploitation du bois de chauffe l'exploitation du bois de chauffe
- ▶ Le bois de chauffe, une recette marginale (18%) pour le revenu des communes, mais des emplois et un revenu essentiel pour les populations locales dans les douars de ces mêmes communes

Cirad-FRMA-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

15

Favoriser les productions et les emplois locaux : Coopératives locales de pépinières forestières

- ▶ Faire de la population locale et en particulier des femmes les jardiniers de la forêt et les rémunérer pour cela
- ▶ Instaurer l'achat des plants rendu bord de parcelle de plantation
- ▶ Fournir à ces coopératives de pépinières des graines (fruitiers, arbres à usages multiples, par exemple Caroubier, arbres fourragers, par exemple frêne ou genévrier oxycèdre, etc.) pour diffusion des plants sur les terres melk et les terres collectives de parcours
- ▶ Répondre aux demandes et appuyer les dynamiques de boisements collectifs, familiaux, individuels forestières et agroforestières hors du domaine forestier

Cirad-FRMA-Maroc Développement
Projet d'aménagement et de protection des
massifs forestiers de la province d'Ifrane

16

Des propositions d'actions diverses répondant à des opportunités locales

- ▶ Coopératives locales de gestion et de développement cynégétique
- ▶ Coopératives locales de productions artisanales pour l'écotourisme
- ▶ Coopératives locales de cueillette, de conditionnement et de commercialisation des produits forestiers non ligneux
- ▶ Actions d'intensification et de spécialisation des filières de l'élevage:
 - Opérations pilotes de stabulation des troupeaux
 - Coopératives locales de transformation des produits de l'élevage
 - Groupements ou coopératives de diversification du petit élevage
 - Groupements ou coopératives d'apiculture
 - Coopératives ou groupement d'éleveurs-sélectionneurs
 - Coopératives d'engraissement des petits ruminants

المملكة المغربية
Royaume du Maroc



الوزارة المغربية للمياه والغابات ومصايد الأسماك
Ministère Communautaire des Eaux et Forêts et de la Pêche sous la Direction de la Désertification

PROJET D'AMENAGEMENT ET DE PROTECTION DES MASSIFS FORESTIERS DE LA PROVINCE D'IFRANE

4ème APPUI METHODOLOGIQUE A L'INTERVENTION DU PROJET PAR L'APPROCHE PARTICIPATIVE, LA PLANIFICATION CONCERTEE ET LA DEMARCHE CONTRACTUELLE

Annexes

Rapport de la mission réalisée du 25 mars au 2 avril 2004

par Alain BERTRAND,

consultant socio-économiste en approche participative

Groupement Cirad-forêt / FRM / Maroc Développement

ANNEXES

ANNEXE 5 : TOUTE PREMIERE EBAUCHE D'UN DOCUMENT DE COMMUNICATION PRESENTANT LE PROJET

Proposition de structuration d'une brochure de présentation sur quatre pages

Le Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane, un Projet au service du développement durable du LAROC

Les principes du Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane sont ceux du développement durable :

- offrir aux générations futures plus que ce que les générations actuelles ont reçu.
- concilier développement économique, protection de l'environnement, amélioration des conditions socioculturelles.

Le Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane s'insère dans la mise en œuvre du Plan Forestier National qui depuis 1999, réoriente et organise la gestion et l'exploitation durable des forêts marocaines.

Le Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane vise à inverser le processus actuel de dégradation des ressources renouvelables sur la province en agissant en partenariat pour gérer et exploiter le massif forestier d'Ifrane d'une manière rationnelle et durable, en concertation et au bénéfice de la collectivité et des utilisateurs tout en préservant l'environnement et la biodiversité par :

- l'établissement d'un diagnostic participatif avec les populations résidentes de la province;
- la préparation de plans de gestion concerté et cohérente des forêts et des parcours ;
- la négociation d'accords entre les populations riveraines et les services publics pour l'aménagement, la gestion et l'enrichissement de la forêt naturelle et des parcours collectifs,
- la mise en exploitation raisonnée permettant à la fois d'assurer le renouvellement de la ressource et de générer des revenus substantiels pour les communes rurales et les populations.

Parce que la forêt ne doit pas être conservée dans le simple but de conservation. Sa valeur est d'être utilisée, exploitée pour la satisfaction des besoins socio-économiques des populations, et en conséquence être conservée et améliorée comme un capital précieux pour la communauté et son avenir.

Utiliser les forêts et les parcours sans les détruire, au service du développement et pour la réduction de la pauvreté.

Le Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane est un Projet qui crée d'abord le lien entre le secteur naturel et partenariat avec la population

Le Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane fournit des apports techniques, écologiques, culturels, socio-économiques et financiers aux populations partenaires :

- vulgarisation de techniques de gestion des ressources naturelles forestières et pastorales,
- formation à la gestion forestière et pastorale et aux travaux d'enrichissement sylvicole et pastoral, de restauration des sols, de conservation de la biodiversité,
- soutien à la préservation du patrimoine culturel associé aux terroirs, aux parcours collectifs et à la forêt,
- éducation à l'administration et à la gestion des structures rurales d'exploitation et de valorisation des produits de la forêt et de l'élevage,
- appui au développement local, à travers la mise en place d'infrastructures de base et la réalisation d'actions sociales
- ainsi que la création d'activités génératrices de revenus, notamment pour les femmes

Utiliser les forêts et les parcours sans les détruire, au service du développement et pour la réduction de la pauvreté.

Le Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane est un Projet-lien entre le Secteur Public et la Société civile du monde rural de l'Atlas Atlas

Le Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane est placé sous la tutelle du Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification.

Le Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane comprend une cellule de gestion du Projet à Azrou qui intervient sous l'autorité du Chef du Service provincial des Eaux et Forêts d'Ifrane et dirigée par un Chef de projet et cinq équipes d'animation et de planification coordonnant les actions locales des centres de développement forestiers et des triages.

Son action est supervisée par un Comité National de pilotage, par un Comité Provincial et par un Comité Scientifique.

Les interlocuteurs du Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane en milieu rural sont les communes rurales, les tribus et fractions coutumières et les populations villageoises des douars.

Le budget du Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane est de 214 millions de DH, dont 96 millions de DH sur fonds AFD, 24 millions de DH sur fonds FFEM, 60 millions de DH de contrepartie nationale, 25 millions de DH de contribution des communes rurales et 10 millions de DH de contribution des bénéficiaires.

La durée du Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane est de 5 ans.

Utiliser les forêts et les parcours sans les détruire, au service du développement et pour la réduction de la pauvreté.

Le Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane, un Projet structuré autour de ses objectifs de développement forestier, pastoral et agricole, de gestion durable de la biodiversité et de réduction de la pauvreté

Les objectifs opérationnels du projet peuvent se résumer comme suit :

- Protéger la cédraie et la biodiversité par la création du parc, la gestion des populations de magot, la réintroduction d'espèces et la promotion du tourisme ;
- Optimiser la gestion de la forêt dans ses fonctions de production de bois d'œuvre et de bois énergie ;
- Gérer de manière participative des espaces cohérents comprenant des zones de forêt, des parcours et des terres agricoles.

Le Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane est structuré en 4 composantes :

- Forêt et bois de chauffe
- Gestion de la biodiversité
- Parcours
- Activités agricoles

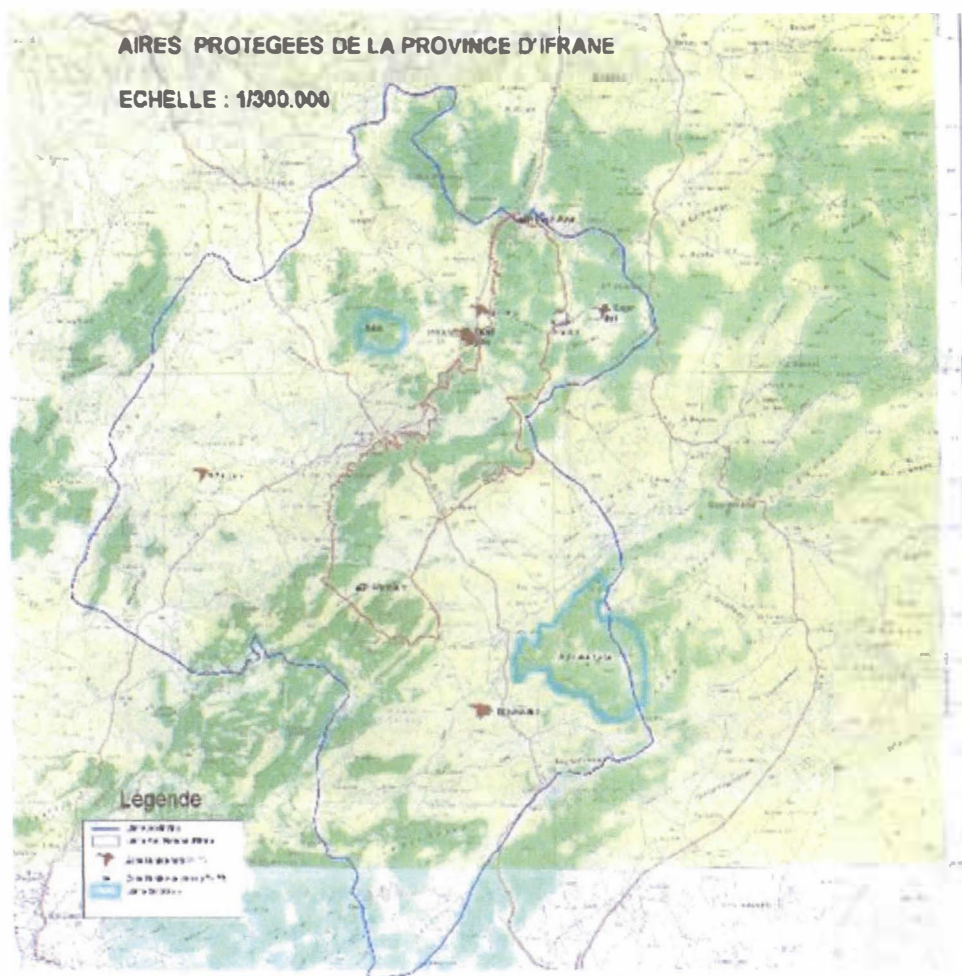
Le Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers de la province d'Ifrane est confronté à des enjeux importants :

- La province d'Ifrane au centre du Moyen Atlas, château d'eau du Maroc est une province forestière avec un taux de boisement de 33%. Les 116000 ha de forêts sont les moins dégradées du Maroc et portent 25 % des peuplements mondiaux de cèdres de l'Atlas et la production provinciale de bois d'œuvre représente 30% de la production nationale ;
- La province d'Ifrane est caractérisée par une biodiversité très riche. Les aires protégées avec 70650 ha couvrent 19% de la superficie totale :
 - Le Parc National d'Ifrane en cours de création par le projet représente 10% de la superficie totale des parcs nationaux marocains
 - 2 SIBE et 7 zones humides
- Le potentiel écotouristique de la province est prometteur, mais les ressources renouvelables sont soumises à de fortes pressions.

Utiliser les forêts et les parcours sans les détruire, au service du développement et pour la réduction de la pauvreté.

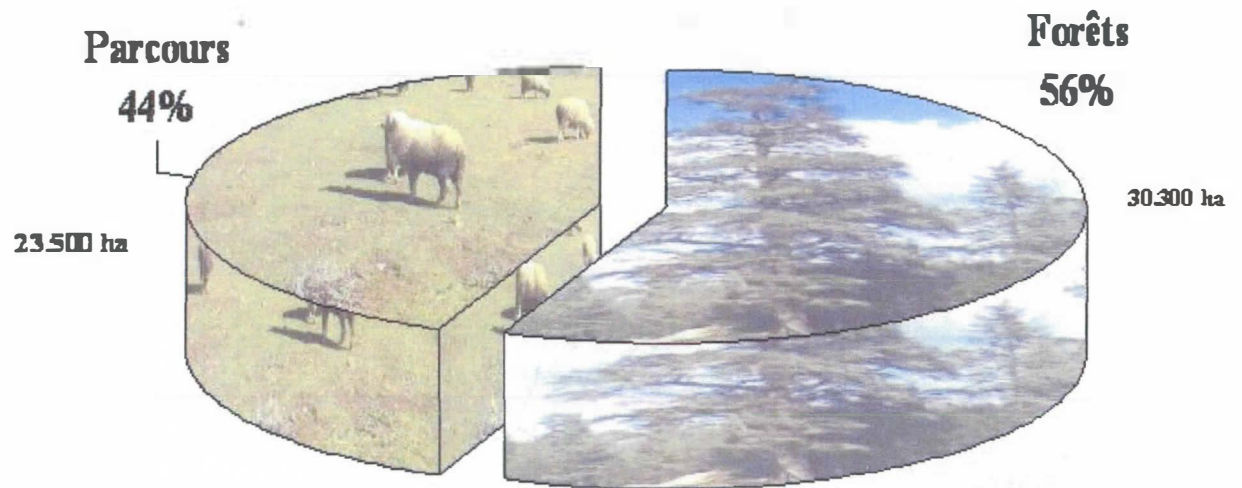
AIRES PROTEGEES DE LA PROVINCE D'IFRANE

ECHELLE : 1/300.000



LE PARC NATIONAL D'IFRANE

: **53.800 ha** Superficie totale
Occupation du sol



Sources de financement

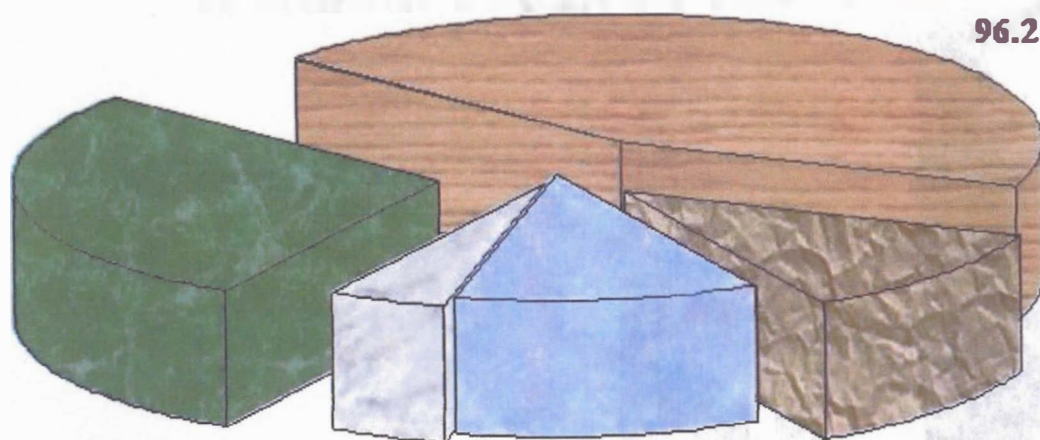
AFD

44%

Investissements
matériels

Appui à la MO

96.220.000 DH



Etat
28%

60.000.000 DH

Investissements forestiers
Fonctionnement
Taxes

Usagers
5%

9.845.000 DH

Aménagement
hydroagricoles et foncier

CR
12%

25.000.000 DH

Infrastructures : Pistes

FFEM
11%

24.200.000 DH

Appui institutionnel
Formation Etudes &
Recherche développement

Coûts prévisionnels ventilés par composante (en DH)

Total: 214,264 millions DH

